

Rudi Van Doorslaer

## LES VOLONTAIRES GANTOIS POUR LES BRIGADES INTERNATIONALES EN ESPAGNE \*

### MOTIVATIONS DU VOLONTARIAT POUR UN CONFLIT POLITICO-MILITAIRE

Il y a les hommes aussi qui viennent de n'importe où  
aux comparaisons obscures et justes  
il y a les hommes simples les hommes qui boivent  
et les hommes qui ne boivent jamais  
qui confondent la liberté la mort l'amour le souvenir de leur maman  
l'histoire de leur vie de leur patrie  
de leurs amours  
en mots très simples et en geste de neige.

Achille CHAVEE.

(Extrait du poème *La Brigade Internationale*).

### INTRODUCTION ET PROBLEMATIQUE

Cet article constitue une micro-étude préalable au traitement de l'ensemble des cas des volontaires belges dans les Brigades Internationales.

La nature de la problématique relative aux volontaires gantois nous a été imposée en fait par l'état des sources. Nous avons pu disposer pour

(\*) Traduit du néerlandais. Liste des abréviations, p. 188.

Gand d'un important dossier du Parquet, grâce auquel la pauvreté des autres sources a pu être comblée efficacement (1). Expliquons-nous.

Du fait de la nature même des Brigades, du mode de recrutement en Flandre, du cheminement des volontaires vers l'Espagne et de leur incorporation dans les Brigades, presque toutes les sources ne livrent de renseignements que sur un nombre limité d'entre eux (2). Il s'agit précisément de ceux qui dès avant leur départ étaient engagés dans le combat politique ou syndical, de ceux qui étaient connus dans le milieu du Parti communiste. On retrouve ces mêmes personnes pendant la Seconde Guerre mondiale. Les autres, les anonymes, dont au départ nous ne soupçonnions qu'à peine l'existence, n'apparaissent que sporadiquement dans ce matériel. Tant les dossiers du Centre administratif des Brigades à Barcelone que l'enquête menée dans les archives des « Servicios Documentales » à Salamanque n'ont pu remédier que partiellement à cet inconvénient. Seule l'étude de ce volumineux dossier judiciaire nous a permis d'y remédier.



La question que pose immédiatement l'étude de ce petit groupe est celle de sa représentativité. Nous avons jusqu'ici recensé 1.100 noms de Belges partis servir dans les Brigades en Espagne. Pour certains les renseignements connus sont extrêmement sommaires ; ainsi ignorons-nous la date de nais-

(1) Archives de l'Etat (A.E.) Beveren-Waas (B.W.), *Tribunal de Première Instance de Gand*, Dossiers sans suite (novembre 1936-juillet 1937), numéro du greffe 30.596.

A la demande de Monsieur le Procureur général près la Cour d'Appel de Gand, nous sommes dans l'obligation de ne publier que les initiales des noms cités dans le dossier judiciaire. Nous en appelons à la compréhension de nos lecteurs sur ce point. Nous estimons d'ailleurs que pour cet article ce ne sont pas tellement les noms qui sont importants mais bien les actes posés ainsi que leurs motivations.

(2) Les autres sources utilisées pour cette étude sont les suivantes :

— *Dossiers des services administratifs des Brigades Internationales*, 150 pièces. Via l'Amicale des Anciens Volontaires pour l'Espagne, Paris, grâce à Albert De Coninck. Archives photocopiées du Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre Mondiale, Bruxelles (CREHSGM).

— Cartes de membres de l'« Amicale (belge) des volontaires pour l'Espagne républicaine ». Dressées en 1947, 127 pièces. Avec nos remerciements à Ward Adriaens.

— *Servicios Documentales Salamanca* (S.D.S.). Le Centre de documentation de Salamanques détient les archives dressées par les Nationalistes sur les Républicains pendant et après la guerre civile. Le matériel est réparti en deux grandes séries, une section politico-sociale (Politico-Social P.S.) et une militaire (Militar S.M.). La section P.S. est subdivisée géographiquement. Les rubriques suivantes ont été consultées : Barcelona (B.), Cartagena (J.E.), Castellon (T.), Lerida (S.), Madrid (M.) et Valencia (V.). Nous remercions ici notre collègue Luk Kongs de l'aide précieuse qu'il nous a accordée pour découvrir et dépouiller les archives de Salamanques. Nos remerciements vont également au Dr. Pedro Luiz de Ulibarri qui nous a autorisé à consulter ces anciennes archives de police.

— *Ministère de la Santé Publique, Direction Générale des Victimes de la Guerre (M.S.P./V.G.)*. Dossiers Service Documentation recherches et décès (S.D.R.), Dossiers des divers statuts : Prisonnier Politique (P.P.), Résistant Civil (R.C.), Résistant par la Presse Clandestine (R.P.C.). Nous devons des remerciements particuliers à Mlle Van der Stiggel qui nous a constamment facilité les recherches.

— Archives du *Centre Permanent d'Aide Sociale de Gand* (C.P.A.S.). Archives de l'ancienne Commission d'Assistance Publique (C.A.P.). Nous remercions Messieurs Plasschaert, Van de Putte et Van der Speeten. Sans leur aide, nous n'aurions pu dépouiller ces archives.

ce et le domicile de 385 d'entre eux. Les raisons en sont simples : la grande majorité de ces volontaires appartiennent aux couches sociales les plus démunies pour lesquelles les sources classiques ne livrent que peu de données biographiques. Les personnes identifiées se répartissent comme suit : agglomération bruxelloise 132, Wallonie 355, Flandre 227. Nous avons pu retrouver 68 noms de volontaires originaires de l'agglomération gantoise<sup>(3)</sup> qui constituent donc 30 % du total des volontaires identifiés pour la Flandre. Nous devons insister ici sur le fait que la documentation gantoise est plus complète que partout ailleurs et que cela influe notablement sur le nombre d'identifiés.

Ajoutons qu'il n'entrait point dans nos intentions de nous livrer à l'étude détaillée du rôle technico-militaire joué par les Gantois en Espagne. Nous nous sommes attachés plutôt à découvrir la toile de fond et les mobiles. Ceux-ci plongent leurs racines dans la société flamande.

\*\*

Ainsi cette étude apparaîtra plus significative du rôle catalyseur joué en Belgique par la guerre d'Espagne qu'elle n'apportera d'éléments sur la guerre civile elle-même.

## 1. LA GUERRE CIVILE D'ESPAGNE ET LA CREATION DES BRIGADES INTERNATIONALES

Pour expliquer certains événements et motivations qui jouèrent également leur rôle à Gand dans le recrutement et le départ des volontaires, il nous faut esquisser de manière brève, incomplète et schématique les raisons qui furent à la base de la mise sur pied de ce corps de volontaires assez exceptionnel.

Après des années de tensions sociales et politiques en Espagne, un soulèvement militaire se déclencha le 17 juillet 1936 contre la République. Dans les grandes villes et les centres ouvriers, les rebelles se heurtèrent aux milices hâtivement armées des groupes de gauche et aux forces militaires et de police restées fidèles au gouvernement légal. Ainsi les insurgés ne purent triompher dans les régions économiques vitales. Mais cette position initialement avantageuse pour la République fut rapidement perdue. La désorganisation totale du gouvernement central et l'aide rapidement accordée aux insurgés par l'Allemagne et l'Italie en sont responsables. Le gros de l'armée soulevée — bataillons marocains et légion étrangère — fut amené par-dessus le Détroit de Gibraltar

(3) Dans l'agglomération urbaine de Gand, nous comprenons Gand, St-Amandsberg, Gentbrugge et Ledeborg.

au moyen d'avions allemands et italiens. Le rapport des forces s'en trouva renversé.

Les milices politiques regroupées en structures vagues — parfois même inexistantes — furent incapables de faire face aux soldats de métier bien entraînés et trois mois à peine après le déclenchement de l'insurrection, les troupes de Franco menaçaient Madrid. C'est alors qu'intervinrent pour la première fois sur le théâtre des opérations les Brigades Internationales. Il était apparu clairement dès le début de la guerre civile qu'il serait difficile de contenir le conflit à l'intérieur des frontières nationales. Les divers courants politiques et idéologiques nés après la première guerre mondiale s'affrontaient dans la presque île ibérique. A l'initiative de la Grande-Bretagne et de la France fut constitué au début de septembre 1936, à Londres, un « Comité de non-intervention ». Quasi tous les Etats européens, y compris l'Italie, l'Allemagne et l'Union Soviétique, y adhérèrent. Dans la pratique, les puissances de l'Axe accentuaient leur intervention. Au début d'octobre, l'Union Soviétique se désolidarisa de cette duperie internationale et entreprit pour sa part de porter assistance à la République. C'est dans le cadre de cette opposition idéologique et dans le rapport de force international qu'il convient de placer la création des Brigades Internationales.

Une observation est encore nécessaire à propos de la préhistoire des B.I. L'intervention directe de l'U.R.S.S. et du Komintern (l'Internationale Communiste) dans leur création a fait longtemps problème dans de nombreux ouvrages. C'est aisément compréhensible dans la mesure où, du côté communiste, l'accent fut mis sur le caractère spontané de la création et du développement des Brigades. Pour ce qui est de l'organisation c'est manifestement faire violence à la vérité. Nous y reviendrons. Mais pour les volontaires eux-mêmes, c'est pour l'essentiel une vue exacte des choses. Nous approfondirons cette problématique dans le cas gantois. Les travaux historiques donnent des versions divergentes de la naissance des Brigades (4). Le fait est que de nombreux volontaires sont partis pour l'Espagne avant leur création effective.

Dès le 21 juillet 1936, lors d'une réunion commune du Komintern et du Profintern (l'Internationale syndicale communiste), il avait été décidé d'accorder une aide discrète, non publique, à la République. Quelques jours après, le 26 juillet à Prague, le Profintern allouait un appui financier. De plus il aurait été envisagé à cette même réunion de recruter 5.000 hommes dans les milieux de gauche de divers pays (5). L'ambassadeur soviétique à

(4) La version la plus complète est donnée par Andreu CASTELLS, *Las Brigadas Internacionales de la guerra de España*, Barcelona, Ariel, 1974. Nous avons consulté également Hugh THOMAS, *The Spanish Civil War*, Penguin Books, 1971 ; Jacques DELPERRIE DE BAYAC, *Les Brigades Internationales*, Paris, Fayard, 1968 ; Georges SORIA, *Guerre et révolution en Espagne*, Tome 3, Le Tournant, Paris, Livre Club Diderot et Laffont, 1976.

(5) Georges Soria estime qu'il s'agit là d'une fable inventée par l'historiographie nationaliste (SORIA, *op. cit.*, p. 335). Aussi bien Thomas que Castells admettent qu'à ce moment eut lieu une première discussion au niveau international à propos de l'organisation des volontaires pour l'Espagne (THOMAS, *op. cit.*, p. 379 et CASTELLS, *op. cit.*, p. 56).

Madrid, Moses Rosenberg, préconisait, lui, la constitution d'un corps d'armée organisé préalablement, bien armé et sous commandement du Komintern. Les conseillers militaires soviétiques en Espagne étaient du même avis.

Des discussions auraient eu lieu à Paris, le mois suivant, entre dirigeants des partis communistes italien et français sous la présidence de Thorez, alors secrétaire général du P.C.F. Fin août début septembre, Staline approuva l'initiative (6). Maurice Thorez reçut ensuite mission de soumettre le projet aux dirigeants gouvernementaux espagnols. Le rapport Rosenberg en poche, il visita une série de villes espagnoles et mena des discussions exploratoires avec différents leaders politiques (7). Les anarchistes, mais aussi certains milieux socialistes, n'étaient pas très favorables au projet. Ils objectaient que les volontaires étrangers pouvaient être aisément intégrés aux milices existantes. Ainsi ils seraient effectivement sous commandement espagnol et non sous la direction politique de l'Internationale Communiste. Les anarchistes qui considéraient les Brigades comme le cheval de Troie de Moscou, ajoutaient à cela qu'ils n'avaient pas tant besoin d'hommes que d'armes.

Mais les troupes de Franco étaient aux portes de Madrid à la mi-septembre et cette situation militaire ne laissa pas le choix au gouvernement républicain. Un accord provisoire fut passé. Les Brigades pouvaient jouir d'une autonomie totale, y compris de commandement. Un Comité militaire international servirait de lien avec l'Etat-Major Général de l'armée républicaine. Au sein de ce Comité militaire siégerait un délégué du gouvernement espagnol. Le 21 ou le 22 septembre Thorez retourna à Moscou où il fut reçu par le Bureau Politique du Parti communiste soviétique.

C'est vraisemblablement alors que le Comité exécutif de l'Internationale Communiste prit la décision définitive de mettre sur pied les Brigades Internationales et de recruter des volontaires « militairement formés » (8).

(6) Alors qu'il mentionne bien la visite de Thorez à Moscou et à Staline le 21 septembre, Thomas ignore tant cette première intervention de Staline que la mission de Thorez. Seul Castells en fait mention (CASTELLS, *op. cit.*, p. 58).

(7) Le P.C.E. avait eu également des contacts en ce sens avec le gouvernement. Début août déjà, le Comité central avait conçu le plan de former des unités spéciales avec les étrangers qui combattaient déjà en Espagne et de les rattacher au Cinquième Régiment. Cette unité était la cinquième constituée à Madrid et avait été organisée par les communistes. Vraisemblablement ils ne purent convaincre le gouvernement sur ce point vu les réticences tant de certains socialistes que des anarchistes.

(8) L'historien soviétique K.L. MAIDANIK qui a pu faire usage des archives de l'I.M.L., écrit : « au mois de septembre, le Comité exécutif du Komintern prit la décision d'organiser les Brigades Internationales ». MAIDANIK (K.L.), *Ispanykii proletariat v natsionalnorevolutsyonnoj voinie*, Academia Nauk SSSR, Institut Istorii, Moscou, 1960, pp. 207 et 370. Repris dans CASTELLS, *op. cit.*, p. 59. L'histoire du Komintern publiée sous les auspices de l'Institut du Marxisme-Léninisme à Moscou confirme cette version. Le Presidium du Comité Exécutif de l'I.C. décida en septembre 1936 « le recrutement, parmi les travailleurs de différents pays, de volontaires militairement formés pour les envoyer en Espagne ». Ainsi le rapporte le procès-verbal de la réunion. Vraisemblablement, cette décision fut prise peu de temps après la réunion du Secrétariat, les 18 et 19 septembre, où fut discuté le rapport de Manouïlski sur l'Espagne, *Outline history of the Communist International*, Moscow, Progress Publishers, 1971, pp. 416 et 436, Institute of Marxism-Leninism, Central Committee of the C.P.S.U., sous la direction de A.I. Sobolev.

Des négociations furent à nouveau entamées avec le gouvernement espagnol. Après qu'eut été rejeté du côté officiel le terme « Légion des étrangers » — terme d'ailleurs inacceptable pour les communistes — le P.C.E. proposa la dénomination « Brigades Internationales ». Au début d'octobre, une délégation du Komintern entama des négociations avec Martinez Barrio, président des Cortès et mit sur papier l'accord définitif dans l'optique définie plus haut (9).

Le 12 octobre, les premiers volontaires arrivaient à Albacète. Cinq jours après, l'autorisation était donnée d'y installer la base des B.I. Le 22 octobre enfin la création des Brigades Internationales était officiellement approuvée par le gouvernement républicain.

## 2. LE DEPART DES VOLONTAIRES GANTOIS

Le 10 octobre, deux Gantois partirent vers l'Espagne, indépendamment l'un de l'autre. Le premier, Theodule De Meyer, était un ouvrier du textile, chômeur de 28 ans, membre du Parti communiste (10). L'autre, H.D., 24 ans, avait déjà exercé tous les métiers et connu tous les malheurs. Il s'en alla sur son vélomoteur, apporter sa contribution à l'édification de ce qui lui paraissait un monde juste ; à la recherche également de l'aventure et peut-être du bonheur.

Si H.D. était parti vers l'Espagne de sa propre initiative et comme « isolé », tel n'était pas le cas de De Meyer. Kamiel Van Acker, secrétaire fédéral du P.C.B. (11), s'était rendu chez lui un après-midi et lui avait demandé s'il

(9) Mentionné dans LONGO (Luigi), *Le Brigate Internazionali in Spagna*, Roma, 1956, p. 44.

(10) *Archives du Parti Communiste de Belgique (P.C.B.)*. — Interview Willy De Coninck, Bruxelles, 13 septembre 1978. CREHSGM, 263.

(11) Kamiel Van Acker est né le 31 mai 1902 à Gand. Il était modelleur dans une entreprise métallurgique. Après la Première Guerre mondiale, il avait adhéré à la Jeune Garde Socialiste. Pendant son service militaire dans les troupes belges d'occupation en Allemagne, il entre en contact avec des communistes allemands. Il adhère en 1926 au P.C.B. L'année suivante, il part pour neuf mois en Union Soviétique où il suit les cours de formation politique du Komintern. En 1932, avec Ferdinand Minnaert et le docker Cyriel Verkest, il est élu conseiller communal. Aux côtés de Minnaert, absorbé surtout comme sénateur par le travail parlementaire, il est en 1936, la figure la plus importante du P.C.B. au niveau fédéral. Il se préoccupe essentiellement des questions d'organisation. En 1938, quand les communistes subissent à Gand une lourde défaite aux élections communales, il n'est plus réélu. Van Acker dirige la fédération jusqu'à la fin de 1938. A ce moment, pour divergences « tactiques », il est relevé de ses fonctions et remplacé par le métallo Prosper Catrysse. En mai 1940, il est arrêté et déporté en France avec beaucoup d'autres communistes gantois. Le convoi est rattrapé par l'avance allemande et il peut ainsi regagner sa maison au milieu des milliers de réfugiés. Il mène son premier travail illégal sur le terrain syndical. Après l'invasion de l'U.R.S.S. par les Allemands il est versé aux Partisans qu'il aide à mettre sur pied. Le 16 novembre 1943, alors Commandant de Secteur des Partisans Armés pour la Flandre, il est abattu par des agents de la G.F.P. dans un café de la Place Fontaines à Bruxelles en voulant échapper à l'arrestation. Il meurt quelques heures après. Interview Jozef Vlaeminck, Gand, 24 octobre 1973. Interview Joseph Van Acker, Gand, 10 mars 1977. Données du service d'Etat civil de la Ville de Gand. M.S.P./V.G. S.D.R. et Statut Prisonnier Politique en cause Kamiel Van Acker.

ne voulait pas partir comme volontaire en Espagne. Il avait accepté sans hésiter (12).

Nous rencontrons donc dès l'abord une constante du recrutement des volontaires : le rôle de l'organisation communiste. La chronologie est éclairante en l'occurrence. Le conflit se déclenche en Espagne en juillet. La presse communiste suit de près dès le début les événements politiques et militaires. Mais il est rarement fait mention de la présence de volontaires étrangers aux côtés des milices populaires

Le 5 septembre 1936 encore, Bert Van Hoorick (13), au retour d'une visite en Espagne, note dans la *Roode Vaan* l'absence d'aide étrangère à la République. Il souligne qu'elle n'a pas besoin en premier lieu de soldats mais d'armes (14). C'est la deuxième semaine de septembre qu'il est fait mention pour la première fois dans la presse communiste d'un Belge tombé au front basque à Irun (15). C'est ainsi que la propagande et l'agitation autour de la guerre civile sont intensifiées en septembre. En Flandre orientale des meetings sont organisés tant à Gand qu'à Alost. Le 3 octobre, la *Roode Vaan* publie la première lettre d'un volontaire flamand. Une semaine plus tard suit une interview par Robert Dubois, envoyé spécial de la *Roode Vaan* en Espagne, d'un volontaire de Charleroi (16).

Bien que nous possédions peu de données précises et encore moins de document écrit sur les canaux qui mènent de la décision du Komintern à son application à Gand, nous pouvons cependant dresser avec assez bien de vraisemblance le schéma suivant. Le 21 ou 22 septembre, le Comité exécutif de la IIIe Internationale prend la décision de recruter des volontaires pour les Brigades. Les directives sont transmises aux différentes sections. Début octobre, le Bureau Politique du parti belge se réunit au domicile privé de Xavier Relecom, en présence d'un délégué spécial du Komintern, pour discuter des méthodes de recrutement (17). Les directives pratiques sont élaborées au cours d'une série de réunions et les responsables du recrutement — un par fédération — sont désignés. Comme on l'a vu précédemment, la direction du parti

(12) ADRIAENS (W.), *Vrijwilligers voor de vrijheid. De Belgische anti-fascisten in de Spaanse burgeroorlog*, Louvain, Kritak, 1978, pp. 111-112. Interview Theodule De Meyer.

(13) Albert Van Hoorick est né le 31 janvier 1915 à Alost. Très jeune encore, il était devenu l'une des figures marquantes du P.C. à Alost. Il était membre du Comité Central et du Bureau Politique.

(14) *De Roode Vaan*, 5 septembre 1936.

(15) *De Roode Vaan*, 12 septembre 1936. Il s'agit ici de René Pasque de Bruxelles.

(16) *De Roode Vaan*, 10 octobre 1936. Dubois demeura du 4 septembre au 4 octobre en Espagne. Il était né le 9 mars 1906 à Ostende. Il émigra aux Etats-Unis d'où il fut expulsé pour son activité révolutionnaire. Revenu en Belgique il fut l'une des figures dirigeantes du P.C. en Flandre occidentale. En 1939, il est élu au Bureau élargi du V.K.P. Archives P.C.B.

(17) Interview Jean Jonas, Bruxelles, 3 juillet 1978. Jusqu'à l'unification avec la J.G.S. (Noël 1936), Jonas était secrétaire général de la Jeunesse Communiste. Il était né le 2 février 1909 à Liège et adhéra en 1929 à la J.C. Il entra au Bureau Politique après le 6e Congrès du P.C.B. en 1936.

a confié cette tâche pour Gand à Kamiel Van Acker (18). Dès la seconde semaine d'octobre, l'organisation du recrutement fonctionne donc dans cette ville.

♦♦

Le 23 octobre, six Gantois partent à nouveau pour l'Espagne. Tous sont originaires du quartier spécifiquement ouvrier du *Patershol*. La plupart étaient voisins et demeuraient au *Plotersgracht*. Bien qu'ils ne fussent ni membres ni sympathisants du Parti communiste, la police découvrit dans chaque cas la trace d'un contact avec le parti ou un membre du parti immédiatement avant leur départ. Pour deux d'entre eux, on eut l'assurance d'une visite au local du P.C. le jour précédant le voyage (19). Une perquisition au domicile d'un membre du Parti au *Plotersgracht* livra les moyens d'identifier encore deux Gantois et un communiste allemand partis pour l'Espagne (20).

Bien qu'il n'entre pas dans nos intentions d'étudier dans ce chapitre les motivations de leur départ, il est intéressant néanmoins de parcourir cet extrait du rapport de gendarmerie dressé au retour de ces volontaires, au début de janvier 1937 :

« Ils ont déclaré avoir appris au courant du mois d'octobre 1936 que par l'intermédiaire du parti communiste à Gand, en particulier du conseiller communal communiste Van Acker, il était possible de partir en Espagne pour y travailler. Ils se rendirent à la Maison Lénine où le susdit Van Acker leur offrit à chacun un billet de voyage gratuit pour Paris. Il leur assura qu'ils toucheraient, par jour, 10 pesetas et leur femme 18 francs et 5 francs par enfant toute la durée du séjour en Espagne. Le 24 octobre 1936, en compagnie de quelques inconnus, ils sont arrivés à Paris, ont reçu chacun 50 francs et ont poursuivi le même jour leur voyage jusqu'à Marseille. Là, leurs pièces d'identité leur furent enlevées et ils furent embarqués à bord d'un navire qui était à l'ancre à 500 mètres de la côte. Le quatrième jour il fit mouvement vers Valence. De Valence ils ont voyagé par chemin de fer vers Albacète où ils reçurent équipements militaires et armes. Ils furent ensuite envoyés sur le front de Madrid. Comme ils n'étaient pas partis en Espagne pour se battre, ils ont abandonné leurs armes dans une caserne madrilène et se sont enfuis. Après quelque trois jours ils furent arrêtés par des miliciens, ramenés à Albacète, emprisonnés et bien traités car les autorités espagnoles pensaient qu'ils seraient disposés à retourner immédiatement au front. Quand ils exprimèrent le désir d'être renvoyés en Belgique, ils furent transférés à la prison de Barcelone. Ils y demeurèrent environ 6 semaines et y furent menacés de mort. Le consul de Belgique à Barcelone fut averti par une femme espagnole. Grâce à son intervention ils furent finalement remis en liberté. De la prison de Barcelone ils furent amenés au port de cette ville et par bateau vers Marseille où à l'intervention du consul belge ils reçurent un billet de chemin de fer pour regagner leur foyer (...). Jusqu'au 30-12-1936 la femme et l'enfant de D.C. ont reçu régulièrement leurs indemnités. La concubine de M. n'a rien reçu » (21).

(18) Joseph Van Acker, frère de Kamiel, nous a confirmé également que la direction du parti avait confié à ce dernier la « responsabilité » du recrutement. *Interview Joseph Van Acker*, Gand, 10 mars 1977.

(19) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. P.V. Police Judiciaire, 19 novembre 1936.

(20) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. P.V. 2 décembre 1936. Perquisition chez G.C.

(21) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. P.V. 2.896, 12 janvier 1937.

Les éléments importants qui découlent de ce rapport sont bien l'intervention du P.C., le fait que ces personnes sont parties soi-disant pour l'Espagne afin d'y travailler, la désertion et l'emprisonnement à Albacète et Barcelone, l'intervention du consulat belge et l'aide apportée à la famille au pays. Nous reviendrons sur tous ces aspects. Ajoutons à cela que ces deux « volontaires » étaient accompagnés d'un troisième gantois V.A. (certainement pas inconnu d'eux car il habitait également au *Patershol*) parti au début de décembre. Il avait été également expulsé — après moins d'un mois de séjour — et rapatrié par le consulat de Barcelone (22). Il est intéressant de relever que sur ces 7 personnes, 6 étaient chômeurs en octobre 1936 et soutenus par la C.A.P., ce qui implique leur non-appartenance à une organisation syndicale (23).

Une semaine plus tard — le 30 octobre —, un nouveau groupe, plus important, de volontaires gantois se mit en route. Au cours de la semaine du 23 au 29 quelques intéressés étaient venus se présenter au local du P.C. situé *Zaadsteeg*, aujourd'hui *Schepenhuisstraat*, près de l'hôtel de ville. Le 29 octobre, ils avaient assisté à une réunion présidée par Kamiel Van Acker (24). Des consignes pratiques pour le départ y avaient été données. Et le jour suivant, ils gagnèrent vers 19 heures par petits groupes la gare Saint-Pierre. Là l'effectif fut scindé en deux parties. Willy De Coninck, Jan Pirot et Polydoor Van Laere (alias Franqui Paul, le boxeur), tous trois membres du Comité Fédéral, furent désignés comme responsables pour le voyage (25). Tous reçurent un billet pour Paris. A Lille, le groupe Pirot-Van Laere connut quelques difficultés avec la police. Emmenés au bureau de la gendarmerie, ils purent cependant poursuivre leur route vers Paris avec quelques heures de retard (26). A leur arrivée ils se rendirent au numéro 8 de la rue Mathurin Moreau où était située la « Maison des Syndicats ». Jusqu'au 16 février 1937, date à laquelle entra en vigueur l'interdiction du recrutement de volontaires, cette maison fit fonction de bureau officiel de recrutement. Une équipe admi-

(22) *Ibidem.* S.D.S./P.S., M., 1.717.

(23) C.P.A.S., Gand, *Archives de la C.A.P.*, numéros 6.926, 2.138, 21.452, 16.222, 5.256.

(24) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. P.V. Police Judiciaire, 11 décembre 1936. Audition de D.M.R. *Interview Willy De Coninck*, Bruxelles, 13 septembre 1978. CREHSGM, 263.

(25) *Interview Willy De Coninck, op. cit.*

Willy De Coninck est né le 16 novembre 1913 à Zingem. Fils d'un instituteur libéral il entame des études de géographie puis de pharmacie à l'université de Gand. Il y fréquente le milieu des étudiants socialistes. Lors d'une scission, il se range aux côtés des Etudiants Marxistes, inspirés par les communistes. En 1931, il adhère à la Jeunesse Communiste, en 1932 au Parti. Quelques mois plus tard, il entre au Comité Fédéral, chargé des liaisons avec le mouvement étudiant.

Polydoor Van Laere est né à Gand le 11 mai 1909. Docker de son état, il acquiert rapidement une réputation comme boxeur sous le nom de Franqui Paul. Deux années durant il gère avec sa femme le café local du P.C. Il est également membre du Comité Fédéral.

Jan Pirot est né le 23 avril 1902 à Hoboken. Il émigre à Gand en 1928. « Journalier » de profession, il devient chômeur en 1935. Il était dirigeant de la cellule des communistes du *Patershol* et leur représentant du Comité Fédéral.

(26) *Interview Willy De Coninck, op. cit.* A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. P.V. d'audition de S.L. par la gendarmerie, 21 décembre 1936.

nistrative limitée, composée de communistes, tant français qu'étrangers, se chargeait des inscriptions, du logement et des repas pour les arrivants. Willy De Coninck présenta son groupe de Gantois comme étant du Parti communiste de Belgique. Tous durent remplir des formulaires dans lesquels, à côté de données biographiques, il leur était demandé leur affiliation politique ainsi que les fonctions exercées (27). D'après D.M., interrogé par le Parquet gantois sur ce point, Willy De Coninck et Van Laere se rendirent ensuite au local du P.C.F. (28). Willy De Coninck ne s'en souvient plus et d'ailleurs le nie (29). De fait, siégeaient dans les locaux du P.C.F. et un bureau technique et un comité de coordination pour les Brigades Internationales (30). Le jour suivant le voyage se poursuivit jusqu'à Perpignan. Avec un passeport collectif doté de vrais noms espagnols la frontière fut franchie en autobus le lendemain. Via Barcelone et Valence, ils arrivèrent à Albacète pour la nuit.

Qui composait ce groupe ? Selon D.M., dans la déclaration à la police citée plus haut, le nombre atteignait la trentaine. De Coninck cite le même chiffre mais souligne qu'il comprenait également des non-Gantois (notamment des volontaires d'Alost, Zelzate et Zottegem) (31). Des 16 Gantois identifiés partis le 30 octobre, sept étaient membres ou sympathisants de la Jeunesse Communiste de Gand et ce, sans compter Willy De Coninck qui bien qu'agé de 23 ans seulement était membre du Comité fédéral. Y figuraient de plus 5 membres du P.C. Contrairement au groupe précédent ne s'y trouvaient qu'un petit nombre de chômeurs non-syndiqués (32). Nous en avons retrouvé trois sur les listes de soutien de la C.A.P. d'octobre 1936. Le jeune âge de beaucoup d'entre eux joue ici son rôle. La moyenne est de 23 ans. Elle est inférieure à celle de l'ensemble des volontaires. On atteint les minima avec deux personnes de 16 ans, deux de 17 et une de 18 ans.

D'intéressantes données se dégagent de ce groupe, qui complètent les éléments tirés du précédent. Ce sont cette fois des membres du P.C. et de la J.C. qui partent. Le voyage est organisé vers l'Espagne, au départ du P.C. de Gand et il est fait étape au Centre international de rassemblement à Paris, où le P.C.F. prend les choses en main en collaboration avec le Komintern (ou vice et versa). Cette fois la moyenne d'âge est fort basse et il y a moins de chômeurs. Cependant, un certain nombre de ces volontaires reviendront pres-

(27) *Interview Willy De Coninck, op. cit.*

(28) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. P.V. Police Judiciaire. Audition de D.M., 11 décembre 1936.

(29) *Interview Willy De Coninck, op. cit.*

(30) CASTELLS (A.), *op. cit.*, p. 449.

(31) *Interview Willy De Coninck, op. cit.* A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. P.V. Police Judiciaire. Audition D.M., 11 décembre 1936.

(32) Nous devons souligner à nouveau que les personnes mentionnées dans les archives de la C.A.P. de Gand étaient des chômeurs non-syndiqués. Exception à cette règle forment les volontaires qui firent appel à la C.A.P. à leur retour parce qu'ils n'avaient plus payé leur cotisation syndicale pendant quelques mois. Les habitants des communes limitrophes ne s'y retrouvent pas non plus.

que immédiatement, parfois même avec l'appui de la représentation diplomatique belge.

\*\*

Après ce départ « massif » de la fin octobre, le grand enthousiasme pour l'Espagne semble s'estomper lentement. Au cours du mois de novembre partent encore une dizaine de Gantois, cette fois par petits groupes ou individuellement. Un seul d'entre eux est membre du P.C. Il est intéressant de noter que deux socialistes prennent cette fois le chemin de l'Espagne. L'un d'eux, Andreas Schelstraete, âgé de 49 ans, est ébéniste de métier et conseiller communal P.O.B. de Mariakerke. Il restera en Espagne jusqu'au mois d'août 1938<sup>(33)</sup>. Le second, A.V.W., 30 ans, est employé au *Bond Moyson* à Gand. Son voyage se termina à Paris. Au Parquet il déclara avoir été « écœuré » par les compagnons d'armes qu'il avait découverts rue Mathurin Moreau<sup>(34)</sup>. C'était en fait principalement des Polonais. Il déclara expressément être parti de sa propre initiative. En liaison avec cette courte expédition d'A.V.W. il nous paraît nécessaire de reproduire ci-après *in extenso* la dépêche envoyée par l'ambassadeur de Belgique à Paris, le comte de Kerchove de Denterghem, au ministre des Affaires étrangères P.H. Spaak :

« Fréquemment, se présentent à l'Ambassade des sujets belges qui rentrent d'Espagne où ils ont combattu, en qualité de volontaires, au service de l'une ou l'autre organisation militaire. Ils viennent solliciter soit un secours, soit un rapatriement. Dans la plupart des cas, des fins formelles de non-recevoir leur sont opposées.

J'ai l'honneur de vous signaler que le courant en sens inverse : Belgique-Espagne, semble reprendre, depuis quelques jours, avec plus d'intensité. Ainsi, aujourd'hui même, j'ai appris que plusieurs Gantois s'étaient enrôlés à un des bureaux de recrutement que le « Frente Populaire » maintient à Paris (local des Syndicats communistes, 8, avenue Mathurin Moreau).

L'un d'entre eux est venu se confesser à l'Ambassade. C'est un secrétaire de Mutualité socialiste de l'agglomération gantoise, marié, père de famille, déclaré inapte au service militaire belge. Ceci ne l'a pas empêché de vouloir entrer dans les rangs de l'armée gouvernementale espagnole. L'intéressé a déclaré, à un de mes collaborateurs, que la propagande qui l'avait décidé, lui et divers de ses compagnons à se mettre en route pour Paris et Perpignan, émanait du « Comité pour l'Aide à l'Espagne » qui fonctionnerait à Gand, au local du Parti communiste. Les frais de voyage de Gand à Paris sont avancés aux volontaires.

Ce qui est particulièrement répréhensible dans le cas visé ci-dessus est le fait que ce ne sont pas des chômeurs ou de tout jeunes gens qui se laissent entraîner, mais bien des ouvriers qualifiés ou même des dirigeants d'Associations syndicales qui n'ont, à première vue, aucun intérêt pécuniaire à tenter leur chance au-delà des Pyrénées »<sup>(35)</sup>.

(33) *Cartes de membres de l'Amicale des Anciens d'Espagne*. S.D.S./S.M., Carp. 1.688, fd. 105.

(34) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. P.V. Audition A.V.W. par la Police Judiciaire, 14 décembre 1936.

(35) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596.

Nous devons donc insérer cet élément dans notre tableau : se sont également rendus en Espagne des personnes jouissant d'une situation sociale stable, non-membres du P.C.B. Mais pour ceux-là, notre ambassadeur ne voyait aucune motivation à tenter leur chance au-delà des Pyrénées. Tout au contraire, nous cherchons précisément une explication au départ des volontaires non-engagés politiquement.

En décembre 1936, une dizaine de Gantois partirent encore pour l'Espagne. Membres et non-membres du P.C.B. s'y côtoyaient, ces derniers cependant formant la majorité. La moyenne d'âge — 28 ans — était nettement supérieure à celle du groupe d'octobre. Rappelons qu'il en était ainsi également pour certains volontaires de novembre. Cinq parmi eux se trouvaient être chômeurs au départ<sup>(36)</sup>. Deux de ceux-ci méritent quelques annotations complémentaires. Du premier, V.A., 27 ans, né à *Sint-Amandsberg*, nous avons déjà décrit le retour via le consulat belge à Barcelone. Nous pouvons le considérer comme l'exemple-type de la population marginale qui peuplait le *Patersbol* dans la seconde moitié des années trente. Marié, il a un enfant, né en 1935. Entre 1932 et 1935, il est enfermé à Merxplas comme vagabond. En 1935 et 1936, il est arrêté plusieurs fois pour de menus larcins. De sa sortie de Merxplas jusqu'en 1939 il est soutenu par la C.A.P., avec l'interruption de son séjour en Espagne. Sa femme est décrite comme mendicante dans un rapport de la C.A.P., tandis que V.A. lui-même exerce clandestinement le métier de revendeur de vieux papiers<sup>(37)</sup>. Sous l'occupation, en septembre 1941, il s'engage comme travailleur volontaire pour l'Allemagne<sup>(38)</sup>. Si nous ajoutons ce dernier élément c'est qu'il nous paraît la suite logique de la marginalité psychosociale, de l'état de paria dans lequel se trouve enfermé V.A. et dont la plupart des personnes concernées désespèrent échapper. Nous avons déjà fourni une série d'éléments relatifs à ces marginaux et nous chercherons plus loin à mieux les cerner encore.

Le second volontaire concerné part le 28 décembre. J.R. est un voyageur de commerce de 24 ans né à Gentbrugge. Ses parents tenaient une petite épicerie à Merelbeke<sup>(39)</sup>. Le père R. était sacristain et avait donné à son fils l'éducation catholique appropriée. Mais J.R. acquit d'autres convictions, devint lecteur de la *Roode Vaan* et de *l'Humanité*, adhéra au P.C.<sup>(40)</sup>. Le chômage le toucha également et six semaines après la perte de son emploi, il partit pour l'Espagne par l'intermédiaire de Kamiel Van Acker. A son retour, J.R. figurera dans les rangs de la Fraternelle anticommuniste des anciens des Brigades. Nous y reviendrons.

Pour 1937, les départs de volontaires peuvent être qualifiés de sporadiques : une dizaine à peine et plus personne après juin. Parmi eux à nouveau

(36) C.P.A.S. Gand, *Archives de la C.A.P.*, numéros 4.425, 6.819, 6.918, 11.295 et 12.804.

(37) *Ibidem*, n° 6.819.

(38) M.S.P./V.G., S.D.R., dossier V.A.

(39) C.P.A.S. Gand, *Archives de la C.A.P.*, n° 12.804.

(40) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.956. P.V. Police Judiciaire, 6 février 1937.

un socialiste, Pieter Walraeve que nous rencontrerons plus loin. Pour le reste, les mêmes constatations peuvent être faites : il ne s'agit pas de volontaires directement motivés politiquement. Ainsi, R.G., docker de 36 ans, possède un casier judiciaire lourdement chargé, réparti de 1920 à 1936. Il a subi des condamnations pour ivresse, vol, détention d'armes, coups et « défaut de vote » (41). Pour la police judiciaire « R.G. ne travaille pas volontiers, recherche l'aventure et les raisons politiques ne jouent aucun rôle chez lui ». Le 10 février 1937 il a été mis en liberté provisoire après 6 mois de prison pour distillation clandestine (42). Une semaine plus tard, il part pour l'Espagne.

\*\*

Quelles sont les raisons de la diminution et finalement de l'arrêt des départs en Espagne ? La première et la plus évidente doit être recherchée dans l'épuisement des volontaires potentiels. Le P.C.B. lui-même n'était qu'une petite organisation à Gand. Des 1.500 membres qu'il possédait approximativement en Flandre en 1936, Gand en comptait 350 (43). Le parti avait progressé tant en nombre de membres qu'en électeurs après le déclenchement de la crise économique. Les élections communales de 1932 avaient constitué un grand succès avec trois élus. Aux élections législatives de 1936, un gain sensible de voix avait été acquis dans le canton de Gand : de 6,9 % en 1932 à 9,4 %. Malgré les tentatives, à la charnière des années '20 et '30, de réorganiser le parti sur base des cellules d'entreprise, les cellules de quartier demeuraient encore la règle en 1936. La cellule des travailleurs du port constituait l'exception. Situons ici quelques volontaires dans leurs cellules respectives. Pol Van Laere, le boxeur, était membre de la cellule Rabot ; Théo De Meyer militait à celle de la *Brugse Poort* et Jan Piroot à celle du *Patershol*. Ferdinand Minnaert nous a décrit cette dernière comme fréquentée par beaucoup de sous-prolétaires (*lumpenproletariat*) qui « marchaient avec les communistes » (44). Si l'on part du point de vue que l'ancien sénateur Minnaert n'a aucune raison de jeter par là le discrédit sur son parti, on peut déduire de ses paroles que les contacts de ces volontaires du *Patershol* non-membres du P.C. avec ce parti ne s'étaient pas limités à l'unique entrevue précédant le départ en Espagne. Nous osons même aller plus loin. Ce « *lumpenproletariat* » — et pas seulement celui du *Patershol* — ne fait-il pas partie des sympathisants — terme vague — du P.C.B. en Flandre en 1936 ? Ne constitue-t-il pas une partie de son électorat ? Il est évidemment difficile de le prouver étant donné l'absence de sources disponibles, en admettant que pareilles sources aient jamais existé. Cette hypothèse donne cependant une explication plausible

(41) M.S.P./V.G., S.D.R., dossier R.G.

(42) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. P.V. Police Judiciaire, 14 avril 1937.

(43) *Archives P.C.B.*, IV, 1937-1939. Circulaire aux secrétaires fédéraux, recrutement, 12 septembre 1938.

(44) *Interview Ferdinand Minnaert*, Gand, 25 octobre 1973.

au recul notable subi par le P.C. aux élections communales de 1938. Alors qu'en 1936 il atteignait 9,39 % dans le canton de Gand, il n'en conserve que 4,8 % en 1938, ne maintenant qu'un des trois sièges de 1932<sup>(45)</sup>. Les communistes eux-mêmes attribuèrent cette défaite à la campagne menée par certains anciens communistes. « Des éléments troubles, exclus du parti pour leur conduite scandaleuse envers le parti, ont mené une campagne haineuse de rumeurs contre notre parti et ses militants » écrivit alors *Het Vlaamsche Volk*<sup>(46)</sup>. Ajoutons immédiatement que ces « éléments troubles » étaient issus du milieu des anciens d'Espagne. Et il est hors de doute que ces « éléments » étaient en contact avec ce « lumpenproletariat », puisqu'ils en faisaient partie.

Nous examinerons en détail au chapitre sur le retour des volontaires, comment le C.O.P.A.C. (Centre d'Organisation et de Propagande anti-communiste) parvint à atteler un certain nombre d'anciens Gantois des Brigades à sa propagande. De toute façon, le P.C.B. apparut ainsi sous un jour trouble, ce qui vraisemblablement influença une partie de son électorat.

Ces développements nous écartent des raisons du recul du nombre de volontaires en 1937. Ils nous ont semblé cependant nécessaires à la bonne compréhension du caractère limité du milieu communiste et du terrain d'action d'une partie de ses militants. Ils nous placent aussi devant la question de savoir si ce groupe de volontaires constitue un assemblage accidentel ou, au contraire représente un échantillon éventuel du milieu communiste ou communiste de Gand à cette époque.

Parmi les raisons de l'arrêt des départs figurent, sans aucun doute, les informations concrètes sur les événements d'Espagne. La diffusion des noms des premiers blessés et tués aura certainement persuadé d'éventuels candidats qu'il ne s'agissait pas d'une partie de plaisir.

Une autre raison non négligeable est l'intervention des milieux judiciaires et du gouvernement afin d'empêcher le recrutement pour les Brigades. Fin novembre déjà, à la Chambre, l'implication communiste en la matière avait été évoquée et des interventions de Xavier Relecom, député P.C.B. de Bruxelles, secrétaire général du Parti, et du rexiste Horward avaient donné lieu à des échanges d'injures<sup>(47)</sup>. Avec Derudder, du même parti, Horward déposa le 1<sup>er</sup> décembre une proposition de loi punissant les personnes recrutant

(45) En chiffres absolus, il y eut plus de votes exprimés en 1938 qu'en 1936. Nous n'avons pu déterminer si les limites des cantons de 1936 correspondaient aux limites communales de 1936. Mais en outre, le vote féminin n'est intervenu qu'en 1948 pour les élections législatives. Cela explique la différence en chiffres absolus. Les chiffres relatifs gardent cependant leur valeur car nous avons tenu compte du nombre d'électeurs inscrits pour le calcul du pourcentage des élections communales. *Verloog voor 1939 nopens den Bestuurstoestand der provincie Oost-Vlaanderen in 1938*, Gent, 1939. DESMET (E.), EVALENKO (R.) et FRAEYS (W.), *Atlas des élections belges (1919-1954)*, U.L.B., Institut de Sociologie Solvay, 1958.

(46) *Het Vlaamsche Volk*, 22 novembre 1938.

(47) *Annales Parlementaires*, Chambre, Séance du 24 novembre 1936.

pour des armées étrangères (48). Deux semaines plus tard, le ministre de la Justice, François Bovesse déposait à son tour un projet de loi. A la Chambre, le 24 novembre, il avait déjà clairement pris position : ...« Le gouvernement est unanime à déclarer qu'il ne tolèrera pas que des entreprises de recrutement pour les uns ou les autres s'organisent sur le territoire, et, pour les faire cesser, il emploiera, si c'est nécessaire, tous les moyens que la loi met à sa disposition » (49). Depuis le début de novembre, les diverses instances judiciaires recherchaient ceux qui trempaient dans ce recrutement. Pour cela elles avaient, en premier lieu, suivi les volontaires. Elles avaient interrogé les membres de la famille ou les volontaires eux-mêmes à leur retour. En même temps, la Sûreté Publique centralisait l'information et dressait des listes. Le Parquet de Gand fit preuve d'un zèle particulier en la matière, ce qui n'est plus un secret pour les lecteurs de cet article. Dans un rapport au ministre de la Justice, le Procureur général de la Cour d'Appel de Bruxelles indiqua les lacunes sérieuses que comportait la loi pour tout ce qui n'était pas militaire (50). C'est la raison pour laquelle Bovesse déposa son projet le 15 décembre. Il faut souligner que seules pouvaient être poursuivies de par cette nouvelle loi les personnes qui recrutaient par « dons, rémunérations, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir » (51). Bien qu'il s'agisse de notions extensibles, les « volontaires idéalistes » n'étaient expressément, pas punissables. Le projet fut approuvé le 24 décembre à la Chambre. Seuls les communistes, quelques nationalistes flamands et socialistes votèrent contre. La majorité des socialistes et des rexistes s'abstinrent. La « loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service » entra en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1937 (52). Il va de soi que l'interprétation de certains termes légaux n'offrait plus aux communistes qu'une marge très restreinte de manœuvre : ainsi le paiement d'un billet de chemin de fer pour Paris constituait-il un cadeau ou une solde ? Ainsi il ne pouvait plus être fait appel publiquement à l'engagement et l'organisation de réunions à cet effet devenait impossible. La difficulté provenait surtout du fait que les autorités judiciaires connaissaient les communistes responsables pour l'organisation (Van Acker à Gand) et les suivaient à la trace. Le dossier, ouvert à Gand à la mi-novembre 1936, fut classé en juillet 1937 sans que des poursuites aient été engagées.

A Charleroi, par contre, il fut fait usage de la loi pour engager des poursuites contre deux communistes. Mais ceci nous entraînerait trop loin (52bis).

(48) *Documents Parlementaires*, Chambre, 1936-1937, n° 102.

(49) *Annales Parlementaires*, Chambre, Séance du 24 novembre 1936.

(50) *Documents Parlementaires*, Chambre, Séance du 16 décembre 1936.

(51) *Documents Parlementaires*, Chambre, 1936-1937, 15 décembre 1936, n° 77.

(52) *Moniteur Belge*, 1<sup>er</sup> janvier 1937.

(52bis) Ajoutons encore qu'après l'entrée en vigueur de la loi, le Parti communiste mit sur pied une structure clandestine pour canaliser les volontaires vers l'Espagne. Mais elle ne fonctionna pas à Gand.

### 3. LES GANTOIS EN ESPAGNE

« Soyez tous témoins de notre enthousiasme et de notre joie quand nous apprîmes que nous pouvions enfin partir vers le pays où se jouait le combat décisif entre opprimés et oppresseurs ». C'est en ces termes que s'exprimaient d'Espagne un groupe de Gantois dans une lettre à la *Roode Vaan* publiée le 2 janvier 1937<sup>(53)</sup>. Dans le même numéro paraissait une lettre tout aussi enthousiaste de Willy De Coninck : « Nous étions jeunes et notre enthousiasme ne connaissait pas de limites. Pourquoi aurions-nous hésité plus longtemps ? Devant pareille tâche, pouvions-nous encore penser famille et avenir ? Nous ne le pouvions pas ! Nous avons entendu l'appel et nous sommes partis »<sup>(54)</sup>.

Où étaient effectivement arrivés nos Gantois ? Comme indiqué dans notre introduction, on avait entamé en octobre 1936 l'organisation de la base des Brigades à Albacète. Quand le groupe le plus important des Gantois y arriva au début de novembre, la formation des diverses unités était en cours. La direction des Brigades avait retenu la nationalité comme premier critère de répartition des volontaires. Où placer dès lors les Flamands ? Leur nombre n'était pas suffisant pour former un bataillon propre. La plupart d'entre eux — mais certainement pas tous — se retrouvèrent ainsi à la brigade allemande, la XI<sup>e</sup> Brigade Internationale, mieux connue comme « Thälmann Brigade ». Ils formèrent *de facto* une section flamande du Bataillon « Edgar André » au sein duquel, avec une majorité d'Allemands, figuraient également des Européens de l'Est<sup>(55)</sup>. Nous avons dénombré une vingtaine de Gantois ayant fait partie du Bataillon « Edgar André ». D'autres aboutirent à la XIV<sup>e</sup> Brigade « La Marseillaise ». Celle-ci était composée quasi exclusivement de Français et d'un groupe non négligeable de Belges francophones. Nous avons retrouvé également des Gantois dans la Brigade anglo-américaine « Lincoln ». Cette dernière fut désignée comme la XV<sup>e</sup> Brigade.

Il n'entre pas dans nos intentions, nous l'avons dit, de nous livrer à une analyse détaillée des opérations militaires auxquelles les volontaires gantois furent mêlés. Nous nous attacherons plutôt aux événements politiquement significatifs susceptibles de fournir des renseignements supplémentaires sur les personnes concernées ou ayant exercé une influence manifeste sur leur comportement au retour.

\*  
\*\*

(53) *De Roode Vaan*, 2 janvier 1937. Lettre du 9 décembre 1936.

(54) *De Roode Vaan*, 2 janvier 1937.

(55) Un certain nombre de Flamands furent intégrés dès leur arrivée dans le Bataillon « Thälmann » qui fit partie de la XII<sup>e</sup> Brigade jusqu'au 28 novembre 1936. Quand on réunit tous les germanophones dans une seule brigade, le Bataillon fut intégré à la XI<sup>e</sup> Brigade et la majorité des Flamands rejoignirent le Bataillon « Edgar André ».

Quand le groupe arriva début novembre à Albacète, sa première tâche fut d'aménager les locaux. Après quelques jours de « drill » improvisé, les armes — russes principalement — et les uniformes arrivèrent le 7 novembre. Le même jour, au soir, on s'en fut par camions vers Madrid. C'est en cours de trajet que le maniement de l'arme fut expliqué à Willy De Coninck. Comme beaucoup de volontaires gantois, il n'avait pas fait de service militaire <sup>(56)</sup>. Outre que figuraient parmi les Gantois de très jeunes volontaires, il était clair que Willy De Coninck n'était pas le seul profane en matière militaire, et ce malgré les directives du Komintern qui avaient précisément mis l'accent sur ce point. Quoi qu'il en soit, les Flamands montèrent au front pour la première fois là où les Brigades allaient se couvrir de leur plus grande gloire : la défense de Madrid. Ils participeront ensuite à presque toutes les grandes opérations des Brigades. Du 28 novembre au 7 décembre 1936, avec la « Thälmann », à la Cité universitaire de Madrid. En février 1937 à la bataille de Jarama. Deux mois plus tard les combats dans la région de Guadalajara, en juillet à Brunete et d'août à novembre, Belchite. En janvier 1938 ils seront des combats autour de Teruel et en juillet-août de la retraite sur l'Elbe. Le 23 août 1938, après l'accord international à la Société des Nations, le bataillon « Edgar André » est démobilisé.

Le premier Gantois tomba, le 7 novembre 1937, sur le front de Madrid, près de Majadahonda <sup>(57)</sup>. Il s'agissait de Juliaan Druwé, 16 ans, membre des Jeunesses communistes. En partant, le 30 octobre, il avait dit à son beau-père qu'il se rendait à un congrès à Paris <sup>(58)</sup>. Il ne fut pas la seule victime. Les 7 et 8 janvier fut livrée dans les environs de Madrid la bataille pour la route de La Coruña. Des 3.500 soldats de la XIe Brigade, seuls 800 survécurent sans blessure. Ces chiffres, pris parmi cent exemples, montrent bien que les Brigades Internationales n'étaient pas des régiments de parade. Les combats de Jarama, au Sud de Madrid furent particulièrement éprouvants pour les Flamands du bataillon « Edgar André ». Le 15 février fut un jour noir pour les Gantois : trois des leurs perdirent la vie. Alfons Lenssens, 29 ans, né à Dendermonde, docker membre du P.C., Jean-Marie Van Boeckxel, 21 ans, étudiant, membre de la Jeunesse communiste et Joseph Vercoutere, un peintre en bâtiment de 22 ans.

Lenssens était devenu chômeur en novembre 1932. Après un an de soutien par la C.A.P., il avait adhéré au syndicat socialiste. Il partit pour l'Espagne en décembre 1936. Sa femme n'apprit sa mort qu'en juin par son beau-frère <sup>(59)</sup>. *Het Vlaamsche Volk* publia la nouvelle le 12 juin 1937 seu-

(56) Interview Willy De Coninck, *op. cit.*

(57) Dans la *Roodde Vaan* Willy De Coninck écrit qu'un Gantois de 28 ans, qui avait été actif pendant la grande grève de 1936, était tombé au front de Madrid. Pas plus que Willy De Coninck au cours de l'interview qu'il nous accorda, nous n'avons pu identifier cette personne. *De Roodde Vaan*, 16 janvier 1937.

(58) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. P.V. Police Judiciaire, 6 février 1937.

(59) C.P.A.S., Gand, *Archives de la C.A.P.*, n° 6.918, dossier Lenssens Alfons.

lement<sup>(60)</sup>. Aucun avis officiel ne parvint à sa veuve et, ne bénéficiant plus d'aucune rentrée, elle dut s'adresser en août 1938 à la C.A.P. qui la soutint jusqu'en 1940<sup>(61)</sup>. C'était apporter de l'eau au moulin des anticommunistes comme le montre l'extrait suivant de la *Gieljotiene van Pierlala*, une feuille populaire satirique gantoise que nous rencontrerons encore souvent par la suite. « Qu'est-il advenu de la veuve d'un combattant espagnol, le Gantois Lenssens ? Sans l'aide de non-communistes, cette pauvre femme ne serait-elle pas depuis longtemps morte de faim ? »<sup>(62)</sup>. Ceci n'était qu'un avant-goût des critiques acerbes que les communistes auront à subir à propos des volontaires des Brigades. En mai 1937 parut dans *Het Vlaamsche Volk* l'annonce de la mort de Jean-Marie Van Boeckxel<sup>(63)</sup>. Dans une brochure publiée sous le titre *Vlamingen in strijd voor de vrijheid* (« Des Flamands en lutte pour la liberté ») et composée par quelques-uns d'entre eux, parut une lettre de la mère de Van Boeckxel adressée à certains de ses amis en Espagne<sup>(64)</sup>. Elle concluait ainsi :

« Chers Camarades, puissent son sacrifice et ma peine vous donner le courage nécessaire à la lutte. Epaule contre épaule, unissez-vous, les rangs s'éclaircissent hélas car beaucoup sont tombés et tomberont encore dans cette guerre funeste. Je ne puis plus hélas songer à prendre part à cette lutte que vous, jeunes camarades, pouvez poursuivre. Je ne puis plus que vous accompagner de mes vœux ardents, aussi sincères que ceux de mon enfant, je vous l'assure. »

Elle développera cependant une importante activité au sein du Secours Rouge International (ultérieurement Secours Populaire flamand), en particulier dans l'accueil et le placement des enfants espagnols. Les réactions des familles ne furent donc pas toutes identiques.

Comme Van Boeckxel, Vercoutere était parti le 30 octobre. Sa femme avait à peine 20 ans et ils avaient un enfant. Avant 1936 il avait travaillé chez un chiffonnier. Mais depuis janvier et jusqu'à son départ il était tombé à charge de la C.A.P. Sa femme déclarera des années plus tard à la police que peu de semaines après le départ, il lui écrivit son regret d'être parti<sup>(65)</sup>. Elle fut financièrement soutenue par l'organisation communiste tant que son mari fut en Espagne<sup>(66)</sup>. Nous ignorons dans le cas présent le montant et l'origine exacte des sommes. En tous les cas, aussitôt informée, l'Assistance Publique cessa ses versements.

Dans un article du *Vlaamsche Volk* consacré aux Flamands du Bataillon « Edgar André », Wilfried Wouters annonça en juin la mort d'un nommé « Verkouteren »<sup>(67)</sup>. Nous n'avons trouvé aucune trace d'un contact entre

(60) *Het Vlaamsche Volk*, 12 juin 1937.

(61) C.P.A.S., Gand, *Archives de la C.A.P.*, dossier 6.918.

(62) *De Gieljotiene van Pierlala*, 7 août 1938.

(63) *Het Vlaamsche Volk*, 8 mai 1937.

(64) *Vlamingen in strijd voor vrijheid*. Samengesteld door Wilfried Wouters. Préface : André Houlez, Madrid-St-Gilles-Bruxelles, Consejo Obrero, 1937, p. 12.

(65) M.S.P./V.G., S.D.R., dossier décès V.J.

(66) C.P.A.S., Gand, *Archives de la C.A.P.*, dossier 18.065.

(67) *Het Vlaamsche Volk*, 26 juin 1937.

Vercoutere et le P.C. avant son départ en Espagne. Son épouse n'avait pas été informée officiellement de son décès. Quelques communistes, dont Jan Pirot, le lui annoncèrent après coup. Son nom fut également mentionné parmi les Gantois tombés au front lors de la séance d'hommage aux victimes des Brigades organisée en juin 1937 par une série de mouvements <sup>(68)</sup>.



C'est à la Jarama, en février 1937, que tomba le Gantois Etienne De Schrijver. Nous ne possédons aucune donnée à son sujet comme d'ailleurs à propos de Louis Van der Eedt qui ne survécut pas plus à l'aventure espagnole. De Frans Waldack, docker de 26 ans, nous connaissons la mort à Tolède à une date imprécise. D'après sa mère, il vivait avant l'Espagne avec une femme, membre du P.C.B. <sup>(69)</sup>.

De nombreux Gantois furent également blessés en Espagne. M.H., parti en octobre, était hospitalisé un mois après à Valence pour ses blessures <sup>(70)</sup>. Il en alla de même pour A. V.d.V. pour cause de maladie. Sa famille déclara à la police qu'il ne s'agissait pas d'un communiste mais d'un socialiste convaincu. Il avait 21 ans <sup>(71)</sup>. Nous pouvons également évoquer l'exemple d'A. D.W., 21 ans, ouvrier du coton, qui habitait chez ses grands-parents dans le quartier ouvrier de *Muide*. Ses parents l'y avaient abandonné à l'âge de 6 mois <sup>(72)</sup>. Quand il partit pour l'Espagne au début de décembre 1936, il était chômeur depuis un an. Il aboutit comme beaucoup de Flamands à la Brigade Thälmann. En mai 1937 il en était à sa deuxième blessure <sup>(73)</sup>. Trois mois plus tard, la commission médicale des Brigades d'Albacète décida son rapatriement par suite d'une troisième et très sérieuse blessure <sup>(74)</sup>. Nous pourrions évoquer bien des cas : beaucoup de Gantois subirent en effet des blessures, parfois graves. Pour certains, elles signifièrent le retour en Belgique, pour quelques-uns l'invalidité à vie.

Ces faits pensons-nous traduisent bien le caractère sans merci de cette guerre. Mais d'autres circonstances jouèrent également leur rôle. Les conditions climatiques étaient rudes, particulièrement dans les sierras : trop froid en hiver, torride en été. L'équipement n'était pas toujours adéquat, la nourri-

(68) M.S.P./V.G., S.D.R., dossier décès V.J. *Het Vlaamsche Volk*, 12 juin 1937. Ces organisations étaient : les Jeunesses ouvrières socialistes de Flandre, la Jeunesse Syndicale, le P.C.B., le P.O.B., le Secours Rouge International, les Anciens combattants socialistes, le Fonds Matteotti, l'Association rouge des étudiants (*Rode Studentenbond*), le Cercle d'études socialiste.

(69) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. Rapport Police Judiciaire, 11 décembre 1936.

(70) A.E.B.W., *Idem*. Déposition de la mère de M.H.

(71) A.E.B.W., *Idem*.

(72) C.P.A.S., Gand, *Archives de la C.A.P.*, n° 831, dossier A.D.W.

(73) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. Rapport Police Judiciaire, 22 mai 1937.

(74) S.D.S., S.M., *Carpeta* 4.763, fol. 51.

ture rarement suffisante, mais ceci ne peut étonner vu le faible niveau de développement économique de la société espagnole d'alors. Le commandement, notamment la rotation rapide du personnel d'encadrement et des commissaires politiques, était souvent ressenti négativement.

Les contacts avec le foyer étaient difficiles. La correspondance devait passer, pour cause de censure militaire, par le canal du Secours Rouge International. En avril 1937, *Het Vlaamsche Volk* demandait encore aux familles des volontaires d'expédier leur courrier pour l'Espagne sous double enveloppe à l'adresse du S.R.I. à Bruxelles (75). Il partait ensuite par Paris vers Albacète d'où il était distribué dans les diverses Brigades. C'était évidemment un cheminement très lent. Inversement, la censure militaire des Brigades contrôlait le courrier des volontaires pour en biffer les mentions éventuellement utiles à l'ennemi. « Je t'aurais écrit bien plus, camarade, mais cela nous est formellement interdit. Nous ne pouvons même pas indiquer l'endroit où nous sommes », écrivait B.G. à R.D., secrétaire fédéral du P.C.B. à Ostende (75bis). Ultérieurement, la censure établira, au départ de la correspondance, des rapports sur l'état du moral dans les Brigades (76).

La correspondance n'était pas seule en cause. Les journaux flamands, même communistes, arrivaient rarement (77). Tout cela faisait en sorte que régnait en Espagne chez bien des volontaires flamands l'incertitude quant au sort de leur famille. L'inverse était non moins évident.

Ce fut l'une des raisons du retour de Willy De Coninck. Le 24 janvier 1937 s'ouvrit à Gand le congrès de fondation du Parti Communiste flamand (V.K.P.). Les communistes flamands du Bataillon Edgar André décidèrent de déléguer l'un des leurs à ce congrès et choisirent W. De Coninck (78). Nanti des autorisations nécessaires délivrées par la direction des Brigades, il put quitter l'Espagne et arriva à Gand le jour de l'ouverture du congrès. Quelques jours plus tard, il déclarait à la Gendarmerie gantoise être rentré en Belgique pour un temps indéterminé « afin d'apporter aux familles et parents dont les fils combattaient dans les rangs des Brigades Internationales des renseignements sur leur situation. Et cela en raison des faux bruits répandus en Belgique relatifs à de mauvais traitements... » (79). La direction du Parti lui

(75) *Het Vlaamsche Volk*, 24 avril 1937.

(75bis) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Bruges*, n° 123. Lettre trouvée lors de la perquisition chez R.D.

(76) Nous avons retrouvé deux de ces rapports, pour septembre et octobre 1937. Celui de septembre relate les tentatives d'un groupe néerlandophone (*Grupo Holandes y Flamenca*) d'échapper à la *Censura Militar*. Ils tentaient d'expédier leur courrier par les services civils de la poste. S.D.S., P.S., B., Carpeta 15-19, *Relacion de Censura Militar*.

(77) *Het Vlaamsche Volk*, 30 juillet 1938. Lettre d'un volontaire flamand en Espagne.

(78) *Interview W. De Coninck, op. cit.*

(79) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.956. Interrogatoire par la gendarmerie de W. De Coninck, 6 février 1937. Willy De Coninck déclare au journal anversois *De Dag* : « Les camarades là-bas avaient appris que leurs familles étaient inquiètes de leur sort en Espagne. Il fut décidé de demander qu'un d'entre nous puisse rentrer. Je fus désigné. Je visite les familles des volontaires pour les rassurer ». *De Dag*, 4 février 1937.

avait en effet demandé de ne point repartir immédiatement. On voulait organiser, à l'intention des familles des volontaires des séances d'information dans plusieurs villes flamandes<sup>(80)</sup>. Après Gand, il fut donc envoyé à Alost, Anvers, Malines et Vilvorde. Les familles d'un certain nombre de victimes ignoraient encore la nouvelle ! Il dut annoncer ainsi aux parents de Juliaan Druwé la mort de leur fils (la plupart des victimes gantoises tomberont plus tard, en février, à Jarama) ; le parti n'avait pas osé les mettre au courant<sup>(81)</sup>. Après trois semaines passées en Belgique, Willy De Coninck reprit le chemin de l'Espagne. Deux personnes l'accompagnaient. La première, Pieter Walraeve, était un socialiste qui avait voulu d'abord partir par le P.O.B. Comme il n'y réussissait pas, il s'adressa aux communistes. Kamiel Van Acker demanda à Willy De Coninck d'examiner « quelle sorte d'homme c'était »<sup>(82)</sup>. Ceci est caractéristique de l'attitude des communistes après décembre 1936. Ils étaient accusés par la droite de commerce d'hommes. Une législation imprécise avait été votée pour les immobiliser. Alors qu'en octobre 1936 n'importe qui pouvait partir pour l'Espagne avec toutes les conséquences possibles, on était devenu beaucoup plus prudent. Le rapport sur Pieter Walraeve s'avéra positif et il put accompagner De Coninck. Il avait navigué 6 ans comme officier mécanicien. Un mois après son arrivée, il fit savoir à sa femme qu'il suivait des cours pour gradés<sup>(83)</sup>. Cette épouse, une institutrice, développa devant la police un véritable plaidoyer : « Il n'y a eu aucune pression extérieure pour ce départ. Mon mari est un socialiste convaincu et il exprimait constamment son admiration pour les camarades démocrates qui combattaient dans les rangs républicains. Nous avons un enfant et la meilleure entente règne dans notre ménage »<sup>(84)</sup>. Le second compagnon de voyage était un Juif allemand, étudiant en médecine à l'Université de Gand, Willy Weinberg<sup>(85)</sup>. A Paris, rue Mathurin Moreau, il lui fut demandé de coopérer aux examens médicaux<sup>(86)</sup>. Le voyage se poursuivit ensuite classiquement jusqu'à Albacète.

A Gand, Willy De Coninck avait été approché par un journaliste du quotidien anversois *De Dag*. Dans l'interview qui parut dans ce journal et que reprit ensuite *Het Vlaamsche Volk*, il fournit quelques détails sur les Gantois en Espagne et sur sa propre mission<sup>(87)</sup>. Selon De Coninck, se trouvaient à ce moment en Espagne, une septantaine de Gantois. Il souligna qu'ils n'étaient

(80) Interview W. De Coninck, *op. cit.*

(81) *Idem.*

(82) *Idem.*

(83) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. P.V. Police Judiciaire, 12 avril 1937.

(84) *Idem.*

(85) Etablir ici la notice biographique détaillée de Willy Weinberg nous mènerait trop loin. Signalons seulement qu'il est né le 11 juillet 1904 à Kassel. A l'université de Gand, il entra en contact avec les étudiants communistes, particulièrement leur dirigeant, Isidoor Springer, alias Sabor. Il s'inscrivit à nouveau à l'université à son retour d'Espagne. Arrêté en 1940 par les services belges de police, il fut déporté en France, au camp de Gurs. Il survécut à la guerre. Interview W. De Coninck, *op. cit.* M.S.P./V.G., S.D.R., *op. cit.*

(86) Interview W. De Coninck, *op. cit.*

(87) *De Dag*, 4 février 1937. *Het Vlaamsche Volk*, 6 février 1937.

certainement pas tous communistes<sup>(88)</sup>. La composition sociale en était également variée : y figuraient des ouvriers, des intellectuels, des chômeurs, des anciens combattants, des étudiants. Nous y reviendrons dans nos conclusions. Il prétendit que l'entraînement militaire dispensé à Albacète était court car la majorité de son groupe était formée d'anciens soldats. Il faisait là quelque violence à la vérité. Il se plaignit des soins dispensés dans les hôpitaux. Mais il l'attribuait avant tout au manque de personnel formé et de médicaments. Il déclara également que les volontaires touchaient 10 pesetas par jour, ce qui équivalait alors à 28 francs belges. Enfin, dernier élément tiré de cette interview, il affirma que les invalides recevaient une pension équivalente à celle octroyée aux invalides de la guerre 1914-18. Nous retrouverons pareille affirmation dans la bouche des rapatriés qui choisiront le camp anticommuniste. De toutes façons, ces pensions ne pouvaient émaner que du gouvernement républicain. En cas de défaite, possibilité non envisagée par W. De Coninck, il ne pouvait plus en être question. Apparemment faite oralement avant le départ, cette promesse non tenue déclencha la colère d'un certain nombre de volontaires à leur retour et cet élément contribua à gêner considérablement les communistes gantois.

Retrouvons nos Gantois en Espagne. Nous avons dressé un bien sombre tableau des épreuves subies au front par les volontaires des Brigades. Bien entendu, tous n'étaient pas en première ligne. Mais ceux qui remplissaient des fonctions administratives, politiques ou sanitaires constituaient une minorité.

Ces pénibles conditions jouèrent effectivement pour les autres. Tous étaient venus comme volontaires en Espagne. Mais combien n'avaient-ils pas songé s'être effectivement engagés pour une courte période ? Certains tinrent seulement quelques jours. Constatant à Albacète que les choses étaient sérieuses ils renoncèrent à leur engagement. D'autres se ravisèrent avant même d'arriver en Espagne. Nous avons déjà évoqué l'histoire d'A. V.W., employé au *Bond Moyson*. W.R., journalier de 27 ans, fit en novembre le voyage de Perpignan. C'est là qu'il se ravisa et demanda aide au consul de Belgique à Sète, « d'une manière arrogante » comme l'écrivit celui-ci à son ambassadeur à Paris<sup>(89)</sup>. L'intervention du personnel diplomatique belge fut donc fréquente. Parmi nos Gantois seulement, sept personnes au moins sont redevables d'une intervention des services consulaires belges. Quatre furent ramenés à bon port de France en Belgique. Trois furent extraits de prison grâce à Jules Simon, consul à Barcelone, et expulsés par la République.

S.L. était parti le 30 octobre. Il était marié, avait deux enfants mais

(88) Au cours de l'entretien avec W. De Coninck, ce dernier considéra cela comme quelque peu exagéré. Nous avons compté 68 Gantois, mais répartis sur toute la durée d'activité des Brigades. *Interview W. De Coninck, op. cit.*

(89) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. Lettre du consul belge à Sète à l'ambassadeur à Paris, 28 novembre 1936.

vivait séparé de sa femme. Ouvrier du lin, il était devenu chômeur en mars 1935<sup>(90)</sup>. La C.A.P. le soutenait depuis février 1936. Après avoir suivi le chemin connu pour Albacète, il monta deux jours au front de Madrid. Sa section fut dispersée. S.L. refusa de retourner au front. « En prétextant la peur » déclara-t-il à la gendarmerie gantoise<sup>(91)</sup>. Il dut exécuter des corvées pour obtenir à manger. Le 11 décembre il fut reconduit à la frontière et put regagner la Belgique avec l'aide des services consulaires. Il déclara que Jan Pirot lui avait proposé « d'aller travailler » en Espagne<sup>(92)</sup>. M.J. et D.C.A. étaient partis de leur côté le 23 octobre ; nous avons relaté au chapitre 2 leurs déclarations à la gendarmerie. La lettre de Jules Simon à P.H. Spaak, datée du 11 décembre, illustre l'intervention du consulat en ce qui les concerne :

« Ces compatriotes, venus en Espagne pour combattre dans les rangs des gouvernementaux, ont, après un court séjour dans le pays, demandé à être licenciés et rapatriés. Ils ont été arrêtés et emprisonnés en attendant leur expulsion.

J'ai pu les interroger et j'ai consigné les listes (*sic*) ci-jointes les renseignements permettant de les identifier.

Je leur ai promis de m'occuper d'eux et de m'efforcer de les faire libérer le plus tôt possible et de faire transférer ceux de la catégorie b) — détenus depuis 11 jours à la prison-modèle où le séjour est certes plus confortable que dans les cellules de la police.

Si j'obtiens leur élargissement avant la huitaine, j'essaierai de les embarquer sur le bateau français qui viendra sans doute le 18 courant. Dans le cas contraire et si l'attente devait être trop longue avant l'arrivée du bateau suivant — pour autant qu'il en revienne un bien entendu — j'aurais à les rapatrier par fer. Je ne puis dans ces conditions, que solliciter vos instructions tout en vous priant cependant, de prescrire à l'Ambassade de Belgique à Paris de faire d'urgence une démarche auprès des Autorités compétentes françaises pour qu'une réduction du prix du billet leur soit accordée sur les réseaux du « Midi », de « Paris-Orléans » et du « Nord ».

Vous jugerez sans doute utile de prévenir les familles des intéressés du sort qui leur a été réservé en Espagne »<sup>(93)</sup>.

Parti le 30 octobre, D.M.R. reçut, après trois jours à Albacète, l'autorisation de circuler dans la ville. Il en profita pour s'échapper et rentrer par ses propres moyens en Belgique<sup>(94)</sup>. Il avait 16 ans et, comme les personnes citées plus haut, n'avait jamais eu le moindre contact avec les communistes jusqu'au moment du départ.

Pour ceux qui presque immédiatement quittèrent l'Espagne ou n'y arrivèrent même pas, la motivation idéologique ne jouait clairement aucun rôle. Elle était bien présente chez ceux qui demeurèrent, mais après un certain temps intervinrent d'autres éléments. La guerre se traînait et les perspectives

(90) C.P.A.S., Gand, *Archives de la C.A.P.*, dossier n° 4.926, en cause S.L.

(91) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. P.V. Police Judiciaire, 11 décembre 1936.

(92) *Idem*.

(93) *Idem*. Lettre de Jules Simon, consul général à Barcelone à P.H. Spaak, ministre des Affaires étrangères, 11 décembre 1936.

(94) *Idem*. P.V. Police Judiciaire, 11 décembre 1936. Interrogatoire D.M.R.

étaient de moins en moins roses. Nous avons déjà relevé les difficultés de la vie quotidienne des volontaires au front. Après un temps, l'élan révolutionnaire se brisait, même chez les plus convaincus. Avec la disparition de l'enthousiasme, venaient également les difficultés. Certains, même parmi les volontaires de la première heure, refusèrent de continuer à se battre. D'autres désertèrent. Quelques-uns, mais aucun Gantois, le payèrent de leur vie ; d'autres plus heureux, reçurent des bricoles à exécuter à l'arrière. Beaucoup cherchèrent leur salut dans la boisson. Seuls les plus forts résistèrent et vraisemblablement la conformation psychique joua là un rôle plus certain que la conviction politique pure. Soulignons que ces deux facteurs, heureusement pour l'existence des Brigades, ne sont pas indépendants l'un de l'autre.

Sur les 68 Gantois identifiés, huit obtinrent un grade dans les Brigades. Trois obtinrent celui de sergent, cinq celui de lieutenant. Parmi ces derniers, quatre étaient membres du P.C.B., soit Gustaaf Lampaert, Jan Pirot, Antoine Van Fleteren et Willy De Coninck. Le cinquième, Fernand Stevens, par ses amis et sa famille, avait bien avant son départ des contacts avec les communistes.

Au départ du groupe le plus important, le 30 octobre, nous avons vu que certains militants, membres du Comité Fédéral, en qui le parti plaçait toute confiance, avaient reçu mission de guider le voyage. Cela n'en était pas resté là, comme on pouvait s'y attendre. Tant Ferdinand Minnaert que Kamiel Van Acker avaient confié le parrainage des volontaires gantois à Willy De Coninck : il devait les suivre politiquement<sup>(95)</sup>. Plus tard, il reçut de Georges Van den Boom, secrétaire du P.C.B., un mandat écrit en ce sens. Quand l'un de ces communistes gantois, le boxeur Paul Van Laere, craqua moralement, fin 1936 ou début 1937, et refusa de retourner au front, le commissaire politique du Bataillon « Edgar André », Arthur Dorf, exigea de lui un rapport écrit pour les responsables du Parti à Gand<sup>(96)</sup>. W. De Coninck fit rapport oralement à ce propos quand il revint assister au congrès du V.K.P. Il fit de même à propos de D.M., membre du Parti également, pour lequel les conditions du front étaient devenues soudain insupportables. Il quitta la XI<sup>e</sup> Brigade mais se resaisit ultérieurement. Pour Van Laere, les suites furent immédiates. Alors qu'il se trouvait encore en Espagne, il fut exclu du Comité Fédéral. Aigri, Van Laere désirait rentrer mais ne le pouvait pas : on fit de lui un masseur au centre de réadaptation des Brigades à Benicassim<sup>(97)</sup>.

Bien informé, *Pierlala* versa là aussi de l'huile sur le feu : « L'un de ces deux chefs communistes (il s'agit de Minnaert et Van Acker) ose-t-il justifier le cas de Franki Paul ? Non, Franki Paul n'était pas un lâche, il l'a prouvé des centaines de fois. Mais qui peut désapprouver que même le plus coura-

(95) Interview W. De Coninck, *op. cit.*

(96) *Idem.* Arthur Dorf était de nationalité allemande. Il fut commissaire politique du Bataillon « Edgar André » du 28 octobre 1936 au 14 janvier 1937. Il fut affecté ensuite au Commissariat aux cadres de la 11<sup>e</sup> Brigade. CASTELLS (A.), *op. cit.*, pp. 449 et 527.

(97) S.D.S., P.S., T., 160.

geux hésite avant d'attaquer sans armes une forteresse » (98). En Espagne également, pour le P.C. les militants restaient des militants avec tout ce que cela représente de règles à ne pas transgresser. Dans la lutte antifasciste, les communistes avaient le devoir d'être à l'avant-garde. Cela représentait dans certains cas une lourde tâche qui faisait entrer en ligne de compte la résistance psychique des individus ; pour les volontaires d'Espagne, la seconde guerre mondiale avait en fait débuté.

#### 4. LE RETOUR

Qu'en était-il des familles des volontaires ? Nous avons déjà mentionné que leurs femmes recevaient un soutien. P.B., épouse de F.D.C., recevait par jour 18 francs pour elle-même et 5 francs par enfant (99). Mais elle continuait à percevoir également l'aide de la C.A.P. (100). Le volontaire H.A. vivait séparé de sa femme depuis 1921. Chacun d'eux s'était trouvé un autre partenaire (101). La concubine de H.A. reçut l'argent pour elle et ses quatre enfants au local du P.C., au *Zaadsteeg*. Elle raconta à la police qu'elle s'y rendait chaque samedi et que Kamiel Van Acker lui remettait la somme (102). Cela conduisit d'ailleurs à un conflit avec l'épouse légale de H.A. qui exigea l'argent pour elle. D'autres femmes y vinrent pour ces mêmes raisons. Certaines déclarèrent à la police qu'elles n'avaient rien touché. Mais étant donné la source, ceci ne doit pas nous troubler. Toutes les données, y compris les interviews, concordent sur le fait que les proches directs des volontaires, c'est-à-dire ceux qui dépendaient d'eux financièrement, furent soutenus (103). Le Secours Rouge International ayant précisément comme fonction de soutenir les personnes dans le besoin pour des motifs politiques, cette organisation fut impliquée dans l'affaire. D'après A. Castells, l'argent nécessaire provenait en partie — ou totalement — du gouvernement espagnol. Celui-ci ne versait que 10 pesetas aux volontaires — sur les 30 qui leur étaient alloués comme solde —, le reste étant destiné à la famille. Cet argent pénétrait en Belgique par l'ambassade à Bruxelles (104). La nature même des Brigades explique logiquement qu'il était ensuite distribué par l'appareil du Parti communiste. De toutes façons, cette aide ne profita pas seulement aux familles des volontaires « politiques ». Les exemples cités plus haut concernent précisément ceux que

(98) *De Gieljotiene van Pierlala*, n° 31, 31 juillet 1938.

(99) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. Interrogatoire Police Judiciaire de B.P., 19 novembre 1936.

(100) C.P.A.S., Gand, *Archives de la C.A.P.*, n° 6.566.

(101) *Idem*, n° 21.453.

(102) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. P.V. Police Judiciaire, 28 novembre 1936.

(103) *Interview W. De Coninck*, op. cit. *Interview F. Minnaert*, op. cit.

(104) CASTELLS (A.), op. cit., p. 90.

nous appellerons provisoirement les « volontaires - *Patershol* ». Mais nous n'avons pu établir si ce secours se perpétua jusqu'en novembre 1938. Cela reste pour nous un grand point d'interrogation.

Après la série consécutive de meetings de solidarité envers l'Espagne républicaine tenus à Gand en octobre et novembre 1936, l'agitation s'était quelque peu calmée à propos de la guerre civile. En avril 1937, une cérémonie à la mémoire de Juliaan Druwé se tint dans la salle des fêtes du *Vooruit* (105). Deux mois plus tard eut lieu une séance d'hommage aux Gantois tombés dans les Brigades Internationales (106).

En mai 1937 débuta le retour des premiers volontaires qui avaient combattu un certain temps en Espagne. Willy De Coninck fut appelé pour effectuer son service militaire (107). Ce moyen fut fréquemment utilisé. Dès que les services de police étaient mis au courant du départ d'un volontaire, sa situation militaire était examinée. Son nom était transmis aux autorités militaires. S'il n'avait pas encore effectué son service, il y était appelé, par mesure disciplinaire, ou dans le cas contraire, il faisait l'objet d'un rappel. Ceux qui ne répondaient pas étaient poursuivis pour désertion. Ainsi fut acquitté en appel devant la Cour militaire à Bruxelles, le volontaire gantois Louis Werwer (108). Un autre Gantois par contre, R.G., reçut quatre jours d'arrêt avec sursis devant le Conseil de Guerre de Gand (109). Tous deux étaient rentrés au début de 1938. Un mois auparavant un volontaire anversoïis s'était vu infliger un mois ferme. Les communistes purent constater que leur campagne contre ces procès avait porté ses fruits.

En mai 1937, Valeer De Vos, natif d'Alost, était revenu la colonne vertébrale gravement atteinte (110). Quelques semaines plus tard il fut emprisonné. Pendant la grève générale de juin 1936, travaillant dans une fabrique de tabac d'Alost, il avait lacéré les pneus de vélos de « jaunes ». Il avait été condamné par défaut à quatre mois (111). En octobre 1937, il fut relâché et accueilli à la porte de la prison par d'anciens volontaires (112).

Entretemps, au mois d'août, Jan Pirot était également rentré. « La santé ébranlée, il était revenu à Gand en congé de maladie » écrivit Minnaert (113). Pirot commença aussitôt à tenir différents meetings (114). Le lundi 30 août,

(105) *Het Vlaamsche Volk*, 10 avril 1937.

(106) *Het Vlaamsche Volk*, 12 juin 1937.

(107) *Interview W. De Coninck*, op. cit.

(108) *Het Vlaamsche Volk*, 22 janvier 1938.

(109) *Idem*.

(110) S.D.S., P.S., T., 157.

(111) *Het Vlaamsche Volk*, 31 juillet 1937.

(112) *Idem*, 16 octobre 1937.

(113) *Idem*, 4 septembre 1937.

(114) *Idem*, 14 août 1937.

la gendarmerie l'arrêta. « Les gendarmes et la brigade de recherche sont fort bien informés par leurs services d'espionnage du retour des antifascistes blessés et malades de l'armée populaire espagnole » commenta *Het Vlaamsche Volk* (115). Peu de temps après il est vrai, il était relâché.

Jusqu'en février, le silence se fit à nouveau autour des volontaires. A l'initiative de « l'Amicale des anciens combattants en Espagne » (116) une cérémonie d'hommage fut alors mise sur pied pour les volontaires tombés au front. Cette Amicale avait été constituée à Gand en septembre ou octobre 1937 et avait son siège au Café « Midi » à la *Koopbandelsplein* (117). Jan Pirot en était le secrétaire. Le congrès constitutif national de l'Association n'eut lieu que le 13 février 1938. Selon le compte rendu de presse, la section flamande allait pouvoir jouir d'une large autonomie (118). Il est assez significatif que Pirot ne figurait pas à la direction nationale (119). A ce moment — février 1938 donc — nous supposons qu'un différend existait déjà entre la direction gantoise du P.C. et lui. Ce différend conduira à son exclusion du Parti en juin. La décision en fut prise, selon *Het Vlaamsche Volk*, à l'unanimité du comité fédéral gantois. Les motifs en étaient qu'il « calomniait la direction du Parti » et « soutenait des éléments ennemis du Parti dans leurs déclarations sur l'Espagne » (120). Mais on ne mentionnait pas leur contenu. D'autres sources nous en apprennent plus. Près d'un mois après son exclusion, Pirot fut à la base de la création de la section gantoise de la « Fraternelle des Anciens Combattants en Espagne ». Leur « lettre ouverte à la population flamande » parut le 1<sup>er</sup> août 1938 dans le *Volksblad*, feuille de propagande du « Centre d'Organisation et de Propagande Anti-communiste » (C.O.P.A.C.) (121).

(115) *Idem*, 4 septembre 1937.

(116) *Idem*, 29 janvier 1938.

(117) *Archives du P.S.B., Gand, Militarisme II. Lettre de l'Amicale à la direction du P.S.B., Gand*, 30 octobre 1937, à propos de la participation des anciens des Brigades à la manifestation du 11 novembre du P.S.B. Ils ne pouvaient y participer comme tels, avec banderole, mais devaient s'intégrer aux rangs des Anciens combattants socialistes. Ils ne pouvaient en outre pratiquer leur propre colportage. Ceci est typique de l'attitude de la direction du P.S.B. : elle considérait l'Amicale comme une organisation communiste camouflée.

(118) *Het Vlaamsche Volk*, 19 février 1938.

(119) Aux côtés d'un Comité National, une Commission de Contrôle fut également instituée. Nous y trouvons — selon le compte rendu de presse, — le Flamand Wewer. Il doit s'agir du Gantois Ludovicus Wewer, membre du P.C. Il avait servi en Espagne dans le Bataillon « Franco-Belge » de la XIV<sup>e</sup> Brigade et était rentré, comme Jan Pirot, en septembre 1937. D'après un rapport de la C.A.P. quand il revint après 9 mois, sa femme avait trouvé un autre partenaire et il alla vivre ailleurs. D'après ses dires, il vécut jusqu'en novembre de l'argent reçu en Espagne. Il demanda ensuite l'aide de la C.A.P. Sa fille déclara qu'il avait subi au retour une dépression nerveuse. Inculpé de désertion, il fut cependant acquitté par la Cour militaire de Bruxelles. Il sera l'un des dirigeants des Partisans Armés à Gand pendant la seconde guerre. A ce propos voir plus loin, chapitre 5. M.S.P./V.G., S.D.R., dossier Wewer Louis. C.P.A.S., Gand, *Archives de la C.A.P.*, n° 19.269.

(120) *Het Vlaamsche Volk*, 25 juin 1938.

(121) *Het Volksblad*, 1<sup>er</sup> août 1938. Supplément au n° 5 du *Volkswacht*. Ce « Centre d'Organisation et de Propagande Anti-Communiste » ou C.O.P.A.C. publia cette même lettre ouverte dans le journal catholique bruxellois *De Courant* (5 août 1938). La création de la Fraternelle fut également annoncée dans la *Gazette van Gent en der beide Vlaanderen*, le 2 août 1938.

Que reprochaient-ils concrètement aux communistes ? En premier lieu d'avoir négligé de payer les cotisations syndicales des volontaires pendant leur séjour en Espagne. L'importance du fait tenait en ce qu'il les privait du droit aux indemnités de chômage à leur retour. Pour la Fraternelle, le P.C. aurait agi intentionnellement de la sorte afin de les rendre dépendants de son soutien financier : ainsi les rescapés garderaient le silence sur ce qui s'était passé en Espagne. Ils dénonçaient, ensuite, l'affiliation obligatoire à l'Amicale sous peine de privation de secours. Ils devaient se soumettre à une commission médicale qui examinait l'invalidité et les possibilités d'aide. Enfin ils se plaignaient de ce que les veuves et les enfants des victimes subissent le même sort. Le but de la Fraternelle était donc de « démasquer » les communistes et d'accorder de l'aide aux rescapés, aux blessés et aux veuves. La lettre ouverte se terminait ainsi : « Les communistes nous ont trompés (...) nous leur en demanderons compte » (122).

Au début de cet article, nous avons signalé que quelques volontaires avaient déclaré être partis en Espagne avec la promesse de pouvoir y travailler. La source de ces déclarations — une déposition à la gendarmerie — nous inspirait peu confiance. Le fait que la Fraternelle n'ait jamais utilisé cet argument nous conforte dans notre sentiment.



Qui étaient ces hommes sortis (ou exclus) du Parti communiste sans trop d'hésitations apparentes et qui nageaient à présent dans les eaux d'extrême-droite du C.O.P.A.C. ? Nous avons déjà esquissé la personnalité de Jan Pirot. Le P.C. avait acquis une influence certaine au *Patersbol*. Cela lui était dû partiellement. Il possédait un tempérament combatif et n'était pas mauvais orateur. Ces qualités l'avaient conduit à la direction fédérale de Gand. Dans les Brigades, il avait atteint le grade de lieutenant. Jusqu'à la bataille de Jarama, son attitude en Espagne avait été exemplaire (123). Ensuite il se découragea. Il suivit encore un temps les cours de l'école pour officiers des Brigades, à Pozorrubio, mais ne réussit pas à les mener à terme. En août 1937, il rentra à Gand, en « congé de maladie » (124). Le P.C. lui reprocha vraisemblablement de ne pas vouloir retourner en Espagne, bien que ce grief n'ait jamais été rendu public. A ses côtés, à la Fraternelle, on retrouve les Gantois R.G., D.M.A., W.P., J.R., Gustave Van Herreweghe et Valery De Vos.

Parti en février 1937, R.G. nous est déjà connu (125). Rappelons ici qu'au retour il fut traduit devant le Conseil de Guerre. C'était le prototype du volontaire non-politique. Cette même qualification pouvait s'appliquer à D.M.A., 26 ans : il était parmi ceux revenus après un mois via les services

(122) *Het Volksblad*, 1<sup>er</sup> août 1938.

(123) *Interview W. De Coninck, op. cit.*

(124) *Idem*, note 15.

(125) *Cfr. p.*

consulaires <sup>(126)</sup>. Cet homme souffrait d'une maladie oculaire avant même de partir en Espagne ; sa vue était donc fort mauvaise. Cela permettra à *Pierlala* de commenter : « ...pourquoi les recruteurs de chair à canon ont-ils laissé partir ce malheureux en Espagne ? La qualité de la chair humaine leur importait-elle si peu pour peu qu'ils touchent leurs primes ? » <sup>(127)</sup>. Parti en mai 1937, âgé de 27 ans, W.P. était ouvrier du coton mais avait travaillé ensuite sur les foires et dans les mines du Hainaut. Il était marié, avait quatre enfants mais vivait depuis 1934 séparé de sa femme <sup>(128)</sup>. Sa mère avait déclaré à la police qu'il ne se préoccupait pas de politique <sup>(129)</sup>. Venait ensuite le plafonnier de 35 ans, Gustave Van Herreweghe, parti en novembre 1936 et rentré environ un an plus tard. Lui non plus, d'après nos recherches, n'avait aucun contact organique avec le P.C. avant son départ. Par contre, deux membres de la Fraternelle, Valery De Vos et J.R. étaient bien d'anciens membres du Parti. J.R., déjà mentionné au 2<sup>ème</sup> chapitre <sup>(130)</sup>, était rentré en mai pour répondre à un rappel <sup>(131)</sup>. L'arrestation de Valery De Vos, à son retour, avait été suffisamment dénoncée par *Het Vlaamsche Volk*. A sa sortie de prison, l'Amicale était même venue le saluer.

Il faut cependant relever que De Vos, mais aussi Pirot, avaient poursuivi leur collaboration avec les communistes tout un temps après leur retour. Pourquoi dès lors ce retournement ? Quelques citations de la *Giljotiene van Pierlala* le rendent plus compréhensible. Voici ce qu'écrivait le journal fin août et début décembre :

« Nous ne prenons pas le parti d'aventuriers. Nous prenons le parti d'hommes trompés, réduits à l'état d'épaves par les mensonges des chefs communistes.

Qu'avez-vous fait, vous, pour la République espagnole, Monsieur le Sénateur Minnaert ? Discourir ? Chacun peut le faire !!!

Ces jeunes gens ont posé des actes. Au front, Pirot était considéré comme un brave : le reconnaissent même ceux qui lui sont hostiles aujourd'hui. Van Herreweghe était considéré comme le brave des braves : tous le reconnaissent. Ce dernier vous a demandé personnellement, Monsieur le Sénateur, pourquoi l'argent qui lui revenait de droit n'arrivait pas. Est-ce pour cela qu'il est un aventurier ?

Le dos de G.R. est criblé de mitraille. Qu'avez-vous fait, dirigeants communistes, pour ce malheureux ? Est-ce parce qu'il ne voulut pas se laisser opérer et réopérer et encore découper par des bouchers qui portaient là-bas le titre de médecin, est-ce pour cela que vous l'appelez aventurier ?

Une balle a rendu Valéry De Vos infirme à vie. Qu'avez-vous fait pour lui, Monsieur le Sénateur Minnaert ? Est-ce un aventurier parce qu'il est de plus en plus malade ? Est-ce parce qu'on ne l'a pas guéri en Espa-

(126) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. P.V. Gendarmerie Gand, 21 décembre 1936.

(127) *De Giljotiene van Pierlala*, 5e année, n° 39, 25 septembre 1938.

(128) C.P.A.S., Gand, *Archives de la C.A.P.*, n° 1.513.

(129) A.E.B.W., *Tribunal de Première Instance Gand*, n° 30.596. P.V. Police Judiciaire, 15 juin 1937.

(130) Cfr p. .

(131) C.P.A.S., Gand, *Archives de la C.A.P.*, n° 12.804.

gne ? Est-ce parce que le pus de sa blessure à la cuisse sourd dans ses talons, est-ce pour cela que ce pauvre jeune bougre est un aventurier ?

Par des promesses scintillantes et parce qu'ils se sentaient concernés par ce combat en Espagne, des hommes se sont laissés persuader de partir là-bas. Ils sont revenus, les uns blessés, les autres invalides, d'autres encore indemnes mais emplis de dégoût pour ce qu'ils avaient vu en Espagne. Les recruteurs, marchands de chair à canon, avaient promis à ces jeunes gens de payer pendant leur séjour en Espagne leurs cotisations syndicales, leurs caisses de maladie, etc... Cela n'a pas été fait. Quand ces hommes revinrent, ils furent exclus de partout. Ils étaient sans aucun moyen d'existence. Ils furent donc obligés de s'adresser à l'Assistance Publique » (132).

Nous pensons pouvoir extraire de ce texte plusieurs des raisons du retournement de ces ex-volontaires. D'une part, les espoirs qu'ils avaient placés dans l'aventure espagnole ne s'étaient pas réalisés. Beaucoup de ces volontaires n'avaient pu s'intégrer à la société belge et avaient cherché sans doute une réhabilitation morale et sociale en s'engageant. Une fois en Espagne, ils comprirent rapidement qu'ils s'étaient trompé de guerre. De plus, au retour, ils se retrouvèrent financièrement en difficulté. Ils furent souvent poursuivis par les autorités judiciaires et le P.C. n'avait pas le pouvoir de les protéger suffisamment. Certains auront dû éprouver l'amer sentiment qu'après avoir risqué leur peau pendant des mois dans les conditions les plus difficiles, ils se retrouvaient plus mal lotis qu'au départ, a fortiori ceux qui avaient subi de graves blessures. Membres et non-membres du P.C. partageaient ces considérations. Et suivant cette optique, il est compréhensible qu'ils se retournaient à présent, pour obtenir l'argent promis, vers le Parti qui leur avait montré le chemin de l'Espagne. Ils ne tenaient aucun compte de ce que la défaite de la République avait ruiné, pour les communistes, la possibilité de tenir leurs promesses. On peut expliquer dès lors pourquoi quelques ex-volontaires, ex-communistes et apolitiques ne virent d'autre choix possible que de se laisser utiliser — ou mieux, manipuler — par certains réactionnaires. Pour ces derniers, il ne s'agissait pas de venir en aide à ces malheureux, mais, à travers les ex-volontaires, de pourfendre le « bolchévisme ». L'appareil de propagande du C.O.P.A.C. tournait à plein régime. Les organes *Volkswacht* et *Het Volksblad* publiaient les récits des volontaires rentrés d'Espagne. A l'approche des élections communales d'octobre, beaucoup de Gantois reçurent des séries de feuilles du C.O.P.A.C. dans leur boîte aux lettres. De plus, les figures de proue de la Fraternelle furent promenées de meeting en meeting. Par exemple, le 24 septembre se tint au *Burgerkring* dans la *Holstraat*, « un meeting anticomuniste » annoncé à grand fracas : « Les mensonges des communistes doivent être révélés par la plume et la parole ; leurs tromperies, leurs calomnies, leurs défaillances doivent être démasquées, les plus nombreuses possible et le plus publiquement possible. Retour d'Espagne, au sujet de laquelle les calomnieurs mensongers du Parti communiste ont raconté tant de contre-vérités, des anciens volontaires seront présents à la réunion et quelques-uns s'adresseront aux auditeurs » (133). Aux côtés de Verelst du C.O.P.A.C. et de

(132) *De Gieljotiene van Pierlala*, n° 34, 31 août 1938 et n° 36, 4 septembre 1939.

(133) *Idem*, n° 39, 25 septembre 1938.

l'avocat Emiel Thiers du *Verdinaso*, Gustave Van Herreweghe, Valery De Vos et Jan Pirot prirent effectivement la parole <sup>(134)</sup>.

\*\*

Comment les communistes réagirent-ils à ces accusations ? Le 17 septembre *Het Vlaamsche Volk* intervient pour la première fois : « Quand quelques renégats revenus d'Espagne se laissèrent acheter pour quelques deniers au bénéfice de la réaction cléricale et du fascisme, *Pierlala* et le C.O.P.A.C. ont tenté de présenter la chose comme s'il s'agissait d'une rébellion de garçons « honnêtes » réclamant justice ! ». Et à propos du meeting cité plus haut : « Ces aventuriers qui se font ceindre de la couronne du martyr oseront-ils se faire acclamer comme invalides par les Jésuites et la grande bourgeoisie cléricale ? Pirot pourrait-il dire sur quel front il a acquis cette invalidité et pourquoi il exige une pension du gouvernement espagnol ? Van Herreweghe oserait-il affirmer qu'il est devenu infirme à la suite de blessures encourues en Espagne ? Nous soutenons qu'il a subi cet accident avant même de partir en Espagne » <sup>(135)</sup>. En novembre, l'organe communiste publia une lettre du C.O.P.A.C. adressée à des chefs d'entreprise et à des institutions financières <sup>(136)</sup>. Elle leur demandait de donner priorité d'embauche à certaines personnes recommandées par ses soins. Le P.C. y voyait la manière selon laquelle certains anciens volontaires s'étaient laissé acheter. Une réaction de volontaires belges encore en Espagne fut également publiée : à leur retour ils établiraient clairement « ...ce que ces imposteurs qui s'intitulaient invalides et même grands invalides avaient effectivement fait en Espagne. Demandez un peu à W.P. et à Van Herreweghe où ils ont effectivement été frappés d'invalidité. Ils affirment qu'en réalité il est tombé sept semaines avant le départ en travaillant comme plafonnier, aurait quitté prématurément l'hôpital parce qu'il avait encore une affaire à régler avec la police » <sup>(137)</sup>. Cette lettre était signée par 109 volontaires belges de la XIV<sup>e</sup> Brigade.

La réaction communiste consista donc en premier lieu à formuler une série d'insinuations individuelles <sup>(138)</sup>. On n'évoqua qu'une seule et unique fois l'absence éventuelle de clarté des motivations de certains volontaires. Mais d'une analyse réelle des manquements il ne fut pas question. Qu'au début, n'importe qui — sans égard à l'âge, l'opinion politique ou les caractéristiques personnelles — ait pu partir par l'entremise des communistes, eux seuls en portaient la responsabilité. Ils n'en assumaient aucune, par contre,

(134) *Idem*, n° 40, 2 octobre 1938.

(135) *Het Vlaamsche Volk*, 17 septembre 1939.

(136) *Idem*, 26 novembre 1939.

(137) *Idem*.

(138) Les reproches sont donc plus particulièrement adressés à Pirot et Van Herreweghe, le même Pirot au sujet duquel Minnaert écrivait encore en septembre qu'il était revenu avec une santé ébranlée. Van Herreweghe était déjà « invalide » avant son départ. Pourquoi le laissa-t-on partir ? Dès son arrivée en Espagne il fut de fait accueilli dans une clinique pour une série de fractures non guéries. *Het Vlaamsche Volk*, 4 septembre 1937. S.D.S./S.M., Carp. 4.763, fol. 310.

dans la défaite qu'encourait la République après des années de résistance farouche. Et c'est précisément ces deux éléments qui leur imposaient à présent un lourd tribut politique à payer. Et si rien ne transpara à l'extérieur, de sévères critiques s'élevèrent au sein même de l'organisation. Hasard ou pas, c'est à la période où les plaintes des volontaires rentrés se firent entendre que tomba la tête de Kamiel Van Acker. L'homme qui avait été le grand responsable de toute l'affaire d'Espagne fut démis de ses fonctions de dirigeant fédéral le 19 août 1938<sup>(139)</sup>.

Les élections communales d'octobre 1938 survinrent alors. Le P.C. subit une lourde défaite à Gand. Elle était due, selon nous, autant à l'influence qu'avaient exercée ces ex-volontaires au sein même du monde communiste qu'aux remous soulevés par cette affaire dans de plus larges milieux. Les communistes ne retinrent que le dernier argument, en schématisant de la sorte : « Quelques renégats à la Pirot au service du C.O.P.A.C. ont fait ouvertement campagne pour Rex » écrivit *Het Vlaamsche Volk* (140).

Le Président Negrin avait annoncé le 21 septembre à la S.D.N. la dissolution des Brigades. Elles furent rassemblées le mois suivant dans les environs de Barcelone. Les autorités espagnoles organisèrent le 28 octobre une grande cérémonie d'adieu et quelque trois semaines plus tard — le 19 novembre — le premier gros contingent de Belges arrivait à Bruxelles.

Le 20 novembre les derniers Gantois étaient de retour. Ils furent accueillis à la gare Saint-Pierre par une fanfare et par les communistes qui avaient mobilisé leurs militants pour l'occasion (141). Les socialistes gantois — au contraire de ceux de Bruxelles — brillaient par leur absence. Nous avons recensé encore une dizaine de retours. Presque tous ces volontaires étaient restés deux ans en Espagne.

## 5. LES VOLONTAIRES GANTOIS PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Nous avons retrouvé 68 noms de personnes habitant l'agglomération gantoise en 1936 ou 1937 et qui s'engagèrent comme volontaires dans les Brigades Internationales. De ces 68, huit tombèrent en Espagne. Mais parmi les autres des distinctions sont à faire : certains n'atteignirent jamais l'Espagne, d'autres y restèrent à peine quelques jours alors qu'à l'autre extrême, un groupe y demeura deux ans ou plus.

(139) Interview Jozef Vlaeminck, op. cit. « Kamiel Van Acker accusé de trotskysme » titra la *Gieljotiene van Pierlala* décidément bien informée comme toujours. Selon le journal, Georges Van den Boom, secrétaire du Parti, s'était déplacé pour l'occasion. De *Gieljotiene van Pierlala*, n° 36, 4 septembre 1938.

(140) *Het Vlaamsche Volk*, 22 octobre 1938.

(141) *Het Vlaamsche Volk*, 26 novembre 1938.

De plus, la communion idéologico-politique qu'on aurait pu supposer n'existait pas. Il y avait des apolitiques, des communistes et des socialistes. Au retour un groupe choisit même « l'autre camp ». Les volontaires gantois entrèrent donc sans doute possible en ordre dispersé dans la guerre.

Nous avons retrouvé des données sur la période de guerre pour 38 des personnes encore en vie en 1940 (142). Pour 27 d'entre elles, les éléments sont précis. Afin de percevoir la continuité ou la discontinuité dans la présence ou l'absence d'engagement politique, nous avons envisagé les volontaires gantois selon quatre catégories.

En premier lieu nous avons comparé ceux qui passèrent un maximum de deux mois en Espagne ou n'y arrivèrent pas avec ceux qui y demeurèrent près de deux ans. Neuf personnes entrent en ligne de compte pour le premier groupe. Six d'entre elles partirent comme travailleurs volontaires en Allemagne (143) et l'une de celles-ci, A.H. originaire du *Patershol*, gagna le Front de l'Est avec l'Organisation Todt (144). Un autre habitant du *Plotersgracht*, D.M.A., qui ne mit jamais le pied en Espagne et rentra via le consulat, travailla pour la *Wehrmacht* en Belgique (145). Enfin l'employé du *Bond Moysen*, A.V.W., fut envoyé comme travailleur obligatoire en Allemagne. Membre des Milices Patriotiques à la Libération, il participa aux combats de Mariakerke. Il est reconnu Résistant Armé (146).

Pour le second groupe nous connaissons les activités de huit personnes. Mais elles ne diffèrent pas fondamentalement de celles du premier groupe. Cinq partirent comme travailleurs volontaires en Allemagne avant octobre 1942 ; l'un d'eux, J. V.d.P., originaire lui aussi du *Patershol*, avait adhéré en novembre 1940 déjà au minuscule *Nationaal-socialistische Vlaamse Arbeiderspartij* ; un autre, encore membre du P.C. en 1940, travailla pour l'Organisation Todt en Belgique après une période en Allemagne. Enfin nous trouvons

(142) Nous possédions suffisamment de données pour 49 personnes (nom, date et lieu de naissance) afin de rechercher un dossier au service des Victimes de la Guerre du Ministère de la Santé Publique. Nous n'avons cependant rien trouvé pour onze d'entre eux. Il est important de savoir que le Service Documentation Recherches et Décès du Ministère a recherché et réuni toutes les données possibles sur toute personne ayant d'une manière ou l'autre subi la répression de l'occupant. Et cela indépendamment de l'initiative de ces personnes ou de leur famille. Les recherches dans les archives du F.I. (dossiers Partisans Armés et Milices Patriotiques) ne donnèrent aucun élément nouveau. La demande adressée au Ministère de la Défense nationale, Office Central de la Matricule, nous apprit seulement que Maurice B. avait fait partie des Forces belges en Grande-Bretagne.

(143) Nous entendons par là les personnes qui partirent travailler en Allemagne avant l'ordonnance allemande sur le Travail Obligatoire en Allemagne d'octobre 1942. Nous ne pouvons tenir compte ici de la très grande pression sociale exercée sur beaucoup de chômeurs, qui les « obligea » à partir en Allemagne. Les critères en la matière sont non seulement trop difficiles à établir mais les données indispensables font défaut.

(144) M.S.P./V.G., S.D.R., H.A.

(145) M.S.P./V.G., S.D.R., D.M.A.

(146) M.S.P./V.G., *Statut Résistant Civil*, V.W.A. Front de l'Indépendance, *Dossiers Milices Patriotiques*, V.W.A., 153/IV/7312. A propos de la 9<sup>me</sup> personne, D.M.R., 16 ans en 1936, nous n'avons rien trouvé si ce n'est une condamnation à un an de prison pour vol en 1941. M.S.P./V.G., S.D.R., D.M.R.

un membre du P.C. qui fut mis au travail obligatoire en Allemagne et, par ailleurs, un Résistant Armé, membre de l'Armée Belge des Partisans, organisation proche du P.C. (147).



Selon une autre répartition des volontaires, nous avons confronté sept membres de la Fraternelle anticommuniste (dont trois avaient été membres du P.C.B.) aux neuf membres demeurés au P.C. après leur retour d'Espagne. Dans le premier groupe, D.M.A., comme mentionné plus haut, travailla pour la *Wehrmacht* en Belgique. L'un d'eux fut arrêté pour des raisons manifestement politiques, mais sur la nature desquelles nous ne possédons pas d'indications. Enfermé à Breendonck il s'y comporta en *kapo* brutal. Transféré par la suite à Buchenwald où il poursuivit ses méfaits, il sera finalement exécuté par ses co-détenus sur ordre de l'organisation clandestine du camp. W.P. par contre, œuvra au sein de l'Armée Secrète et fut arrêté au cours d'un sabotage du chemin de fer. Il est reconnu Prisonnier Politique (148).

Le cas de R.G. est obscur, ou typique de l'instabilité politique de certains de ces volontaires. En 1941, il travaillait pour l'Organisation Todt. Deux ans plus tard il est arrêté par la *Gestapo* pour appartenance à un groupe de l'Armée Belge des Partisans (149). Du fait de son premier engagement, il n'est pas reconnu P.P. Quant à la figure centrale de la Fraternelle, Jan Pirot, il travailla également pour l'Organisation Todt (150).

Comment la situation se présente-t-elle pour les volontaires demeurés membres du Parti communiste ? Trois d'entre eux figurent déjà dans le groupe des longs séjours en Espagne : un comme travailleur volontaire, deux comme travailleurs obligatoires en Allemagne. Nous comptons encore un travailleur volontaire et deux à propos desquels nous ne disposons d'aucune donnée. Restent alors trois personnes qui d'une manière ou l'autre ont été actives dans la Résistance.

Il est, pensons-nous, généralement connu qu'il fut fait appel en premier lieu aux anciens des Brigades pour la création de l'Armée Belge des Partisans, bras armé du P.C.B. sous l'occupation. Ainsi à Gand, en 1942, exista également un groupe de P.A. dont le noyau était formé d'anciens volontaires d'Espagne. Ce groupe était dirigé par Louis Wewer, déjà cité. Après quelques coups réussis et d'autres ratés sur des lignes de chemin de fer, le projet fut formé de faire sauter le pont Saint-Michel. Cela devait se produire le 27 février 1942. Mais deux d'entre eux furent surpris et il s'ensuivit une fusillade avec des agents de la G.F.P. et de la *Gestapo*. Le sous-officier Funke, de la

(147) M.S.P./V.G., *Statut Presse Clandestine*, F.S. Pour la 8<sup>me</sup> personne nous n'avons rien trouvé.

(148) M.S.P./V.G., *Statut Prisonnier Politique*, W.P.

(149) M.S.P./V.G., *Statut Prisonnier Politique*, R.G. R.G. appartenait manifestement au groupe Wewer, cfr plus loin.

(150) M.S.P./V.G., *S.D.R.*, Jan Pirot.

G.F.P. fut mortellement blessé (151). Un homme du groupe Wewer fut arrêté. Wewer lui-même, quoique blessé, réussit à s'enfuir. De la première arrestation découla celle de plusieurs membres du groupe, dont l'ancien volontaire Petrus Van Acker, de Zelzate (152). Lieutenant en Espagne, le Gantois Gustaaf Lampaert figurait également dans ce groupe. Il ne fut arrêté que plus tard, en décembre, pour ses activités dans les Comités clandestins de Lutte Syndicale. Le 28 avril 1943, le tribunal de l'O.F.K. 570 le condamnait à deux ans de prison (152bis).

Le terrain était devenu brûlant pour Wewer à Gand. Il se réfugia dans le Sud de la Flandre Occidentale. Sous sa direction des sabotages furent encore commis à Courtrai, Izegem, Bissegem et Rumbek. Le 27 novembre il était arrêté à Pittem et conduit à la prison de Courtrai. D'après un rapport de la G.F.P. il se suicida dans sa cellule. Mais d'autres éléments indiquent bien qu'il fut torturé à mort par la police allemande (153).

Reste enfin Willy De Coninck. Il peut être considéré comme le seul Gantois, ancien des Brigades, qui ait occupé une fonction politique et non, comme les autres, exclusivement militaire dans la Résistance. De Coninck fut tout un temps responsable du Front de l'Indépendance pour le *Klein Brabant* où il fit entre autres paraître le clandestin *De Klaroen* (154). Mais il passa ensuite également aux P.A.

Pour conclure en ce qui concerne les volontaires gantois pendant la seconde guerre mondiale, nous pensons pouvoir établir que leur attitude ne fut pas fonction du temps passé en Espagne. Par contre, l'appartenance ou non à une organisation politique — le P.C.B. en l'occurrence — joua clairement (155). Mais il n'empêche que certains communistes, quasi déterminés par leur situation sociale, posèrent des actes politiquement non orthodoxes. Le travail volontaire en Allemagne en est un. Nous pouvons ajouter cependant qu'à côté de l'appartenance à une organisation, les attaches individuelles pesèrent d'importance dans les choix que furent amenés à faire plusieurs volontaires dans les moments de crise (156).

(151) CHARLES (J.L.) et DASNOY (Ph.), *Les dossiers secrets de la police allemande*, Bruxelles, 1972, T. I., pp. 201-202.

(152) M.S.P./V.G., *Statut Prisonnier Politique*, Petrus Van Acker.

(152bis) M.S.P./V.G., *Statut Prisonnier Politique*, Gustavus Lampaert.

(153) M.S.P./V.G., *Statut Prisonnier Politique*, Louis Wewer. CHARLES (J.L.) et DASNOY (Ph.), *op. cit.*, T. II, pp. 62-63. Il est à souligner que tant Wewer que Petrus Van Acker ont travaillé en 1941 encore comme travailleur volontaire en Allemagne. P. Van Acker déclara après guerre que Kamiel Van Acker lui avait demandé de partir en Allemagne pour y opérer des sabotages dans les entreprises. Etant donné qu'à cette époque (fin 1940) il n'était pas encore question d'actes de sabotages opérés en Belgique à l'initiative du P.C., cette déclaration doit être maniée avec précaution. M.S.P./V.G., *Statut Prisonnier Politique*, Petrus Van Acker.

(154) M.S.P./V.G., *Statut Presse Clandestine*, Willy De Coninck. Le « *Klein Brabant* » est délimité par la Dendre, l'Escaut, le Rupel et la Senne. Le cœur appartient à la Province d'Anvers mais certaines parties sont situées en Brabant et en Flandre orientale.

(155) A titre d'exemples : Louis Wewer et Willy De Coninck restèrent seulement, respectivement 9 et 7 mois en Espagne.

(156) Des liens personnels d'amitié existaient entre Louis Wewer, Petrus Van Acker et R.G. Tous les trois partirent comme travailleurs volontaires en Allemagne. Tous les trois également furent Partisans Armés, y compris R.G. qui avait adhéré à son retour d'Espagne à la Fraternelle, et dont le casier judiciaire était lourdement chargé.

6. CONCLUSIONS <sup>(157)</sup>

Nous pensons nécessaire d'en revenir au problème de la valeur des conclusions à tirer de cet article. Il est évident que l'analyse scientifique des volontaires n'engage exclusivement que les Gantois. Des conclusions valables pour le reste de la Flandre et *a fortiori* pour la Wallonie et Bruxelles ne pourront découler que d'études comparables pour ces régions. Mais cette étude microscopique livre cependant quelques éléments dont la portée générale modifie quelque peu la problématique du sujet.

En outre, certains aspects « organisationnels » dépassent le seul cas gantois et acquièrent de la sorte une valeur plus générale. Il en est ainsi du mode de recrutement des volontaires, des modalités et de l'« encadrement » du voyage vers l'Espagne. Il en va de même pour les réactions des volontaires au contact des réalités espagnoles, du sort réservé aux familles et même des discussions au retour.

Outre l'étude spécifique des volontaires gantois, cet article, pour l'essentiel, apparaît significatif de l'action, de l'organisation et même de l'implantation du Parti Communiste. Pour ce qui est de cet aspect et par souci scientifique, nous voudrions limiter à nouveau nos conclusions à la région gantoise.



Une série de considérations tant idéologiques que de politique internationale sont à la base de l'intervention pro-républicaine de l'Union Soviétique en Espagne. Dans le prolongement de celle-ci, le Komintern décide la création des Brigades Internationales. Il est important de garder à l'esprit que la suprématie politique de l'Internationale Communiste sur les Brigades demeura totale tout au long de la guerre civile. Le P.C.B. reçut lui aussi la directive de recruter pour ce corps politico-militaire, des volontaires formés militairement. Là où le Parti ne s'était pas encore engagé dans cette voie, l'appareil entra en action. Des responsables fédéraux furent désignés. Des fonds pour les frais de voyage jusqu'à Paris furent mis à leur disposition. Nous avons vu comment, en octobre et novembre 1936, le nombre d'intéressés fut relativement grand pour faiblir par la suite et se tarir en juin 1937.

Les communistes furent violemment critiqués pour ces faits par la droite. Cela résultait de la division des esprits en Belgique à propos de la guerre civile. Les libéraux hésitant à choisir, la République ne put finalement compter en Belgique qu'avec le soutien politique du mouvement ouvrier, principalement incarné dans ses composantes socialiste et communiste. Si la gauche du P.O.B. s'engagea totalement dans la campagne de soutien, les socialistes gantois n'intervinrent en rien dans la question des Brigades. Tout reposa donc

(157) Nous remercions ici Joseph Vincent, psychologue, pour l'aide efficace apportée dans le traitement des aspects socio-psychologiques de ces conclusions.

sur les épaules combien frêles — on s'en aperçut après coup — du Parti communiste. L'appareil policier se mit donc en mouvement sous la pression de la droite. Nous verrons plus loin comment tout cela rejaillit sur le P.C. gantois et mit de façon cuisante sa faiblesse en lumière. Il est nécessaire d'examiner d'abord en détail le cas des volontaires.

Deux questions nous paraissent essentielles à leur propos. Qui étaient-ils et quelles motivations furent à la base de leur engagement dans les Brigades ?

Pour répondre à ces questions nous avons examiné l'âge et l'état-civil, la profession et la situation sociale, l'orientation politique, la durée du séjour en Espagne et finalement les réactions après coup.

La moyenne d'âge des volontaires est de 28 ans <sup>(158)</sup>. Si nous nous limitons aux membres du Parti et de la Jeunesse communistes nous tombons à 24 ans. Au contraire, l'âge moyen des bénéficiaires, avant le départ, de l'Assistance Publique est de 29 ans. Pour ce qui est de l'état-civil nous avons mis en regard, par tranche d'âge, les volontaires et l'ensemble de la population masculine gantoise <sup>(159)</sup>.

Nous avons réparti les professions des volontaires en cinq catégories <sup>(160)</sup>. Nous comptons deux étudiants et cinq employés parmi lesquels deux voyageurs de commerce. Nous trouvons un indépendant. Parmi les ouvriers figurent 13 ouvriers spécialisés et 28 manœuvres. Parmi ces derniers, les ouvriers du textile (quatre), les dockers (six) et les journaliers (neuf) forment les groupes les plus importants. Vingt-deux Gantois, avons-nous établi avec certitude, étaient chômeurs avant leur départ <sup>(161)</sup>. Plus de la moitié d'entre eux (treize) étaient assistés par la C.A.P. Ce qui signifie qu'ils n'étaient pas syndiqués au moment de leur mise en chômage.

Seize des soixante-huit volontaires étaient membres du Parti ou de la Jeunesse communistes et trois adhéraient au P.O.B. Des huit qui tombèrent en Espagne, trois étaient communistes. Après le retour, sept — dont trois anciens du P.C. — sont membres de la Fraternelle anticommuniste.

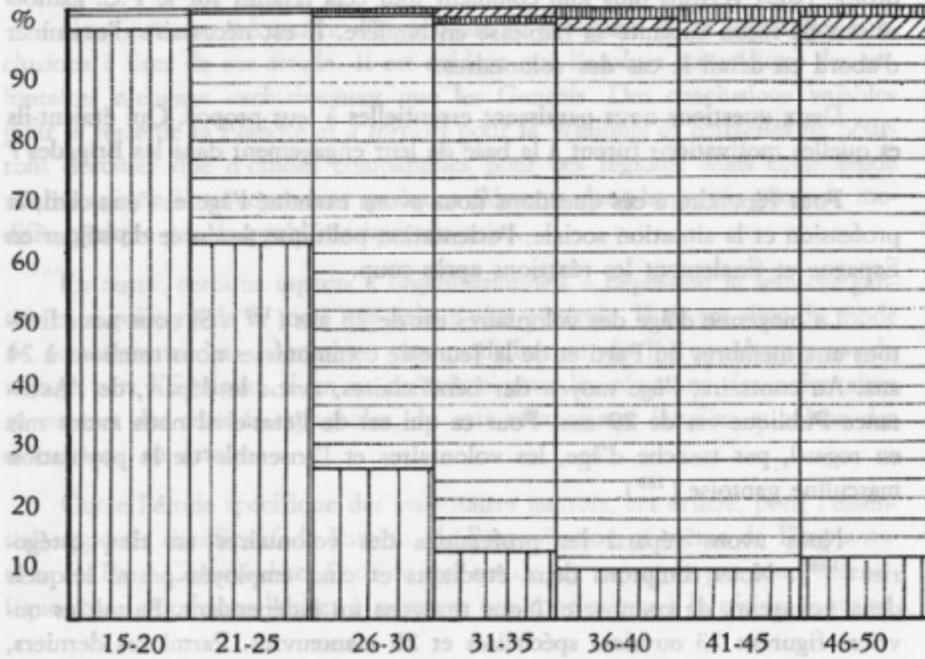
(158) Nous possédons les dates de naissance de 57 personnes sur les 67 noms retrouvés.

(159) Nous avons fait usage du recensement de 1930, année la plus proche de 1936. Pour les volontaires (57 sur 67) l'état civil est celui du départ. Le recensement ne fournit pas de données sur les « séparés temporaires ». Ce schéma ne peut en outre avoir de signification, — vu le nombre restreint de volontaires concernés — que lorsque se marquent des différences notables par rapport à la population masculine totale de Gand. Nous remercions M. Van Waelvelde, Directeur d'administration à l'Institut National de Statistiques pour les données détaillées qu'il nous a fournies.

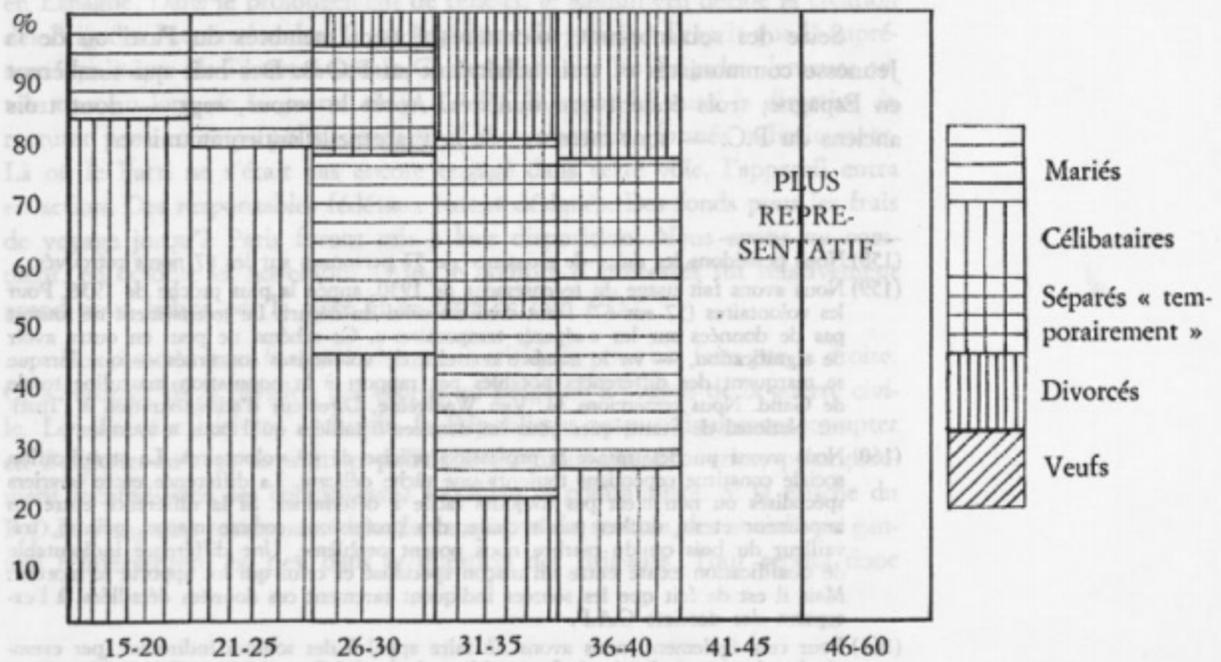
(160) Nous avons pu déterminer la profession précise de 49 volontaires. La stratification sociale constitue cependant toujours une tâche délicate. La différence entre ouvriers spécialisés ou non n'est pas toujours facile à déterminer. Si la différence entre un imprimeur et un docker paraît claire, des professions comme maçon, peintre, travailleur du bois ou du marbre nous posent problème. Une différence indiscutable de qualification existe entre un maçon spécialisé et celui qui lui apporte le mortier. Mais il est de fait que les sources indiquent rarement ces données détaillées, à l'exception des dossiers C.A.P.

(161) Pour cela également, nous avons dû faire appel à des sources indirectes (par exemple les dossiers judiciaires). Les archives de la C.A.P. satisfaisantes à ce propos, ne concernent que la ville de Gand et non les communes adjacentes.

GAND : POPULATION MASCULINE DE NATIONALITE BELGE : REPARTITION PAR AGE ET ETAT-CIVIL (recensement de 1930).



LES VOLONTAIRES GANTOIS DES BRIGADES INTERNATIONALES, REPARTITION PAR AGE ET ETAT-CIVIL (à leur départ : 1936 et 1937).



-  Mariés
-  Célibataires
-  Séparés « temporairement »
-  Divorcés
-  Veufs

Pour trente-deux Gantois la durée du séjour dans les Brigades a pu être précisée. La moyenne s'établit à onze mois. Pour les membres du P.C. elle est de seize, et de treize pour les assistés de la C.A.P. Cette dernière moyenne est donc de deux mois plus élevée que la moyenne générale, mais elle résulte d'un séjour très court pour les uns et très long pour les autres.

Que pouvons-nous tirer de ces données ? Les volontaires avaient une moyenne d'âge relativement élevée. Nous pouvons associer cet élément à la notion de maturité (grande stabilité dans les choix et continuité dans le comportement) et à une plus grande probabilité d'adaptation aux normes générales de la société : des personnalités moyennes donc. Mais l'examen de l'état-civil des volontaires apporte des éléments contradictoires avec cette hypothèse de départ. Dans la catégorie des 21-25 ans nous trouvons manifestement plus de célibataires que la moyenne masculine gantoise. Dans les catégories 26-30 et 31-35 ans la même constatation peut être faite avec de surcroît une grande quantité, non comparable, de séparés. Cela pourrait indiquer des liens familiaux moins forts et une grande instabilité dans le domaine affectif. Il faut cependant tenir compte du fait que la statistique gantoise porte sur toutes les classes sociales alors qu'ici les ouvriers non spécialisés dominent. Les différences par classes ne sont pas indiquées ce qui affaiblit notablement la comparaison. De plus ce sont bien les chômeurs non-syndiqués qui forment le groupe le plus âgé et non les membres du P.C.

Les volontaires gantois étaient pour 60 % des ouvriers manœuvres. Les non-manuels forment à peine 10 % des effectifs et quasi tous étaient politiquement actifs dans les rangs de la gauche (communistes et socialistes) avant leur départ en Espagne. Le grand nombre de chômeurs, près de 20 % (et nos données ne sont certainement pas complètes, voir note 161), ne peut certes pas nous étonner. Si la crise économique avait atteint, à Gand, son point le plus critique en 1934, la situation ne s'était pas notablement améliorée en 1936. En 1937 encore, 3 % de la population totale de la ville étaient frappés par le chômage, alors que la moyenne nationale ne se situait qu'à 2,4 % (162). L'industrie textile était particulièrement touchée. Et cependant peu d'ouvriers de cette branche figurent parmi les volontaires. La catégorie la plus importante — particulièrement chez les chômeurs — est celle des journaliers, par définition non spécialisés et instables. Ceci indique à nouveau qu'au sein de la population ouvrière gantoise de 1936, nombre de volontaires ne correspondent en rien à la moyenne. Le groupe le plus significatif à cet égard — quelque neuf personnes — est celui du *Patershol*. Tous étaient chômeurs et six d'entre eux bénéficiaient de l'assistance de la C.A.P., ce qui témoigne bien d'un niveau assez bas de la conscience de classe ; leur âge moyen s'établit autour de la trentaine et deux seulement étaient mariés. Leur profession exacte est imprécise. Enfin seul l'un d'eux était membre du P.C. en 1936. Nous

(162) Une personnalité moyenne peut être définie comme celle dotée des particularités les plus généralisées dans un milieu social et culturel donné.

(163) *Recensement des inoccupés*, Ministère de l'Intérieur, Service Central des Statistiques, Recensement économique et social du 27 février 1937.

pensons pouvoir conclure à leur propos qu'ils correspondent bien à ce qu'on a appelé « lumpenproletariat ». Leur instabilité sociale et familiale est dotée d'un coefficient fort élevé.

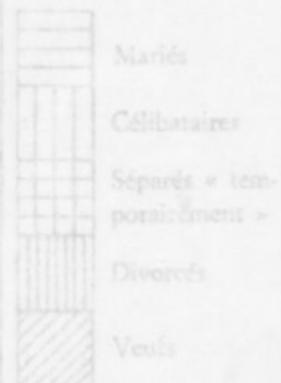
Nous en arrivons alors au problème des motivations. Avant même de constater la présence dans les groupes de personnes motivées et d'autres qui ne l'étaient pas, nous voudrions faire la différence entre ceux dont la motivation était consciemment politique et les autres, pour lesquels les convictions politiques et sociales ne jouaient qu'un rôle secondaire.

Il serait également possible de partir de l'hypothèse que des facteurs essentiellement personnels et des expériences non récurrentes ont déterminé les motivations des volontaires. Certains psychologues pourraient rechercher, entre toutes les personnes concernées, des concordances dans leur structure de personnalité et dans les influences biologiques et sociales sous-jacentes. S'il s'avérait que cette structure « typique » existe chez les volontaires, ces psychologues pourraient dès lors expliquer leurs motivations sans plus devoir tenir compte du conditionnement social et politique. Poussant plus avant cette hypothèse, ce groupe de volontaires ou une partie de celui-ci serait constitué d'un agglomérat d'individus qui présentent certaines caractéristiques communes qui les rendaient psychiquement aptes à pareille aventure. En d'autres mots, s'agit-il de personnes volontaires pour toute guerre ? Ce petit groupe que chaque génération porte en elle et qui se manifeste si les conditions sont mûres ? S'il en était ainsi, il serait vain de chercher à déceler des motivations plus spécifiquement politiques et sociales. Nous aurions simplement réalisé dès lors l'étude sociologique d'un groupe dont la composition aurait répondu à une présélection contraignante.

Hormis le fait que nous avons pu effectivement doter deux volontaires gantois du nom de mercenaires (Brigades, Légion Etrangère ou *Waffen-SS*) une série d'éléments plaident à l'encontre de cette hypothèse pour ce qui est de la majorité des volontaires.

Le comportement effectif de la majorité des volontaires semble, en effet, démentir l'hypothèse en question. Ainsi, les non motivés politiquement réagissent de manière fort différenciée devant la situation de guerre, tellement différenciée qu'il ne peut être fait uniquement appel à une structure de personnalité commune en guise d'explication de leur comportement.

Des études sur les motivations dans les combats ont montré que les motivations politiques — ou plus généralement idéologiques — disparaissent les premières. En général les facteurs ayant déterminé les motivations avant le combat cèdent rapidement la place aux facteurs plus directement liés à la personnalité comme la fierté et la solidarité de groupe. Bien qu'on ait voulu faire des Brigades un corps politique par excellence, ces éléments y ont été plus que vraisemblablement d'application. Les réactions au front d'une série de volontaires nettement politisés trouvent ici d'après nous leur fondement.



De là découle également que la non appartenance au P.C. ait eu peu d'influence sur la durée du séjour chez certains. La motivation consciente sur base des convictions sociales et politiques, plus ou moins détachées de l'intérêt et des problèmes personnels, ne suffit pas plus à prédire le comportement ou à l'expliquer après coup. A cela se rattache également le fait que la durée du service dans les Brigades n'a pas plus eu d'influence sur la continuité du comportement politique pendant la seconde guerre mondiale. Sur ce point nous voudrions avancer deux explications possibles, pas nécessairement contradictoires. D'abord l'expérience directe des Brigades a pu jouer là un grand rôle. Ensuite pourraient s'exercer quand même les facteurs profonds de la personnalité qui chez certains ont déterminé le départ. Cette hypothèse ne peut être négligée. Mais non seulement le groupe étudié est trop restreint pour pouvoir pousser plus avant nos conclusions mais la nature même des sources limite trop le champ des investigations. La base de départ est trop incertaine et le demeurerait même si les données devenaient disponibles pour des groupes plus nombreux. Ces limitations sont d'ailleurs d'application pour les explications de motivation ci-après.

\*\*

Qu'appelons-nous motivation consciente ? Près d'un tiers des volontaires étaient liés avant le départ à l'activité d'organisations politiques de gauche, la plupart le P.C., quelques-uns le P.O.B. Il est indéniable que ce groupe s'est enrolé en vertu de son engagement politique et conscient des raisons de son volontariat dans les Brigades.

L'engagement politique n'est pas toujours une motivation suffisante. L'évolution ultérieure de quelques volontaires gantois le montre éloquentement. Cela nécessite par conséquent une interrogation sur l'engagement politique lui-même. Il est d'ailleurs évident que ce dernier n'était pas une condition suffisante pour partir en Espagne. Tous les communistes ne se sont pas engagés dans les Brigades. D'autres conditions devaient être réunies. Ce que nous avons désigné comme la motivation interne peut fournir un mobile éventuel, que nous pensons pouvoir se combiner avec l'engagement politique. Nous avons déjà indiqué les insuffisances de cette hypothèse. Et de toutes façons elle ne fournit pas d'explication satisfaisante pour l'évolution des volontaires au retour.

Une conviction — par exemple la conscience de classe — peut naître d'expériences individuelles ou collectives issues des conditions d'existence. Tout autant peut-on par l'étude théorique en arriver à la vision de notre société comme d'une société de classes et opter consciemment pour la cause des opprimés. Ces facteurs sont fort complexes mais conduisent chez certains à une motivation finalisante, quoique non structurée : la transformation du régime. L'engagement d'une série de Gantois doit être vu dans ce prolongement. Mais cela ne peut être dit de tous.

Un groupe important n'est pas issu du milieu ouvrier classique mais bien du « lumpenproletariat ». Il n'est pas besoin de démontrer qu'ils vivaient en

conflit avec leur environnement. Certains avaient séjourné comme vagabonds à Merxplas et nombre d'entre eux étaient dotés d'un casier judiciaire. Leur protestation n'était en rien finalisée, c'est-à-dire qu'ils réagissaient rarement contre les causes de leur oppression, de leur état de paria. Une figure comme celle de Jan Pirot forme ici exception. Ils songeaient bien plus à subsister jour après jour. Sans trop se soucier de l'avenir ou des contours plus généraux de la situation, ils avaient l'œil fixé sur les chances ou les dangers immédiats. Une discordance existait donc entre leur situation sociale objective et leur mentalité. Des circonstances particulières pouvaient orienter leur agressivité contre la société d'une manière efficace. La guerre civile espagnole comme la seconde guerre mondiale, pensons-nous, constituaient ces circonstances particulières.

Il est logique que ces personnes saisissent une situation de crise ou une chance soudain offerte pour émerger du néant. De plus était-il tout aussi normal que ces marginaux se sentent attirés par certaines positions extrêmes du P.C., par le langage dur et les moyens d'actions violents en honneur dans cette organisation. Et cela particulièrement à la période de la politique « classe contre classe » prônée encore un temps par le P.C. après l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Une partie de ce « lumpenproletariat » appartenait sans le moindre doute possible au milieu procommuniste gantois de 1936.

Ces motivations inconscientes conduisent à une réaction plus spontanée, réaction qui ne discerne pas la cause réelle du malaise. Dans cette optique, il est aisé d'expliquer les réactions de certains volontaires au retour d'Espagne. Ils se sentaient trompés et se laissèrent utiliser par qui avait intérêt à nuire aux communistes et au mouvement ouvrier tout entier. L'attitude de certains pendant la seconde guerre mondiale ne peut pas non plus, dans cette hypothèse, nous étonner. Nous pouvons donc établir que pour les volontaires consciemment motivés l'engagement dans les Brigades se situait dans le prolongement d'une recherche positive en ajoutant que beaucoup d'entre eux témoignaient d'une plus grande instabilité envers leur milieu — ils étaient parmi les plus jeunes — même par rapport à d'autres membres du P.C. Les « motivés inconscients » réagirent bien plus par rapport à une situation négative. Nous trouvons parmi eux les exclus qui font partie de ce que l'on peut désigner comme une subculture isolée.

\*\*

Le P.C. gantois avait acquis une influence certaine et s'était implanté dans ce milieu, vraisemblablement au début des années trente quand le nombre de chômeurs s'accrût rapidement. Et ces ouvriers non spécialisés en furent les premières victimes. Les communistes se montrèrent fort actifs en 1930 dans une série de grèves où ils dénonçaient particulièrement l'attitude peu combative des syndicats<sup>(164)</sup>. Ces grèves apportèrent peu de résultats mais

(164) VAN GHEEM (F.), *Stakingen te Gent en kanaal zone : 1930-1936*, Mémoire de licence, R.U.G., Section Histoire, 1976-1977.

aux élections législatives de 1932, le P.C. atteignit près de 7 % des voix. A l'exception de quelques cantons liégeois et hennuyers, c'était là leur plus haut score national. Mais c'est précisément le milieu dans lequel il avait acquis de l'influence qui faisait la faiblesse du Parti. Ce n'était pas des ouvriers conscients de leur classe. Leur appui au P.C. était motivé par un réflexe négatif. La réaction de certains au retour d'Espagne retentit donc également au sein du Parti. Nous ne pouvons le mesurer — faute de sources — quant au nombre de membres, encore que l'effet dut en être plus réduit, mais les résultats des élections sont éloquentes. Dès 1938 connut une chute grave pour les élections communales. En 1939, par rapport à 1936, le P.C. perdit dans le canton de Gand 2.500 voix et son électorat fut réduit de moitié. Ce phénomène fut unique en Flandre de sorte que les causes qui y conduisirent peuvent donc bien l'être aussi. Des études ultérieures seront nécessaires à ce sujet.

Dans le recrutement des volontaires, les communistes de Gand avaient fait voile avec les navires dont ils disposaient. Mais la flotte n'était pas assez robuste. Quand elle sombra, ils durent en payer les conséquences. Certains volontaires combattirent pour la libération du peuple espagnol, d'autres bien plus encore pour leur propre libération. Quelques années plus tard il en restera bien peu pour reprendre la lutte antifasciste en Belgique.

1. D.R. Service Documentaire, Recherches et Documents  
 2. 1971 — *Le service « D » et l'aide aux réfugiés politiques* — P.G. — La capitulation française, les luttes et la continuation de la lutte — La lutte Himmler-Reader pour la nomination des Trisques de Belgique — La mise en travail des Courtraiens en Allemagne — La conduite de la guerre économique aux U.S.A. — La représentation des intérêts belges par la Suisse. 220 p.  
 3. 1974 — *Le service « D » et l'aide aux réfugiés politiques* — P.G. — La capitulation française, les luttes et la continuation de la lutte — La lutte Himmler-Reader pour la nomination des Trisques de Belgique — La mise en travail des Courtraiens en Allemagne — La conduite de la guerre économique aux U.S.A. — La représentation des intérêts belges par la Suisse. 220 p.  
 4. 1976 — *Le service « D » et l'aide aux réfugiés politiques* — P.G. — La capitulation française, les luttes et la continuation de la lutte — La lutte Himmler-Reader pour la nomination des Trisques de Belgique — La mise en travail des Courtraiens en Allemagne — La conduite de la guerre économique aux U.S.A. — La représentation des intérêts belges par la Suisse. 220 p.  
 5. 1978 — *Le service « D » et l'aide aux réfugiés politiques* — P.G. — La capitulation française, les luttes et la continuation de la lutte — La lutte Himmler-Reader pour la nomination des Trisques de Belgique — La mise en travail des Courtraiens en Allemagne — La conduite de la guerre économique aux U.S.A. — La représentation des intérêts belges par la Suisse. 220 p.

## LISTE DES ABREVIATIONS

A.E.W.B.	Archives de l'Etat Beveren-Waes
B.I.	Brigades Internationales
C.A.P.	Commission d'Assistance Publique
C.O.P.A.C.	Centre d'Organisation et de Propagande Anti-Communiste
C.P.A.S.	Centre Permanent d'Aide Sociale
CREHSGM	Centre de Recherches et d'Etudes Historiques de la Seconde Guerre Mondiale
G.F.P.	<i>Gebeime Feldpolizei</i>
J.C.	Jeunesse Communiste
J.G.S.	Jeune Garde Socialiste
M.S.P.	Ministère de la Santé Publique
/V.G.	Direction Générale des Victimes de la Guerre
/S.D.R.	Service Documentation. Recherches et Décès
O.F.K.	<i>Oberfeldkommandantur</i>
P.C.B.	Parti Communiste de Belgique
P.C.E.	<i>Partido Comunista de España</i>
P.C.F.	Parti Communiste Français
P.V.	Procès-verbal
RUG	<i>Rijksuniversiteit Gent</i>
S.R.I.	Secours Rouge International
S.D.S.	<i>Servicios Documentales - Salamanca</i>
/P.S.	<i>Politico-social</i>
/S.M.	<i>Servicio Militar</i>
V.K.P.	<i>Vlaamse Kommunistische Partij</i>